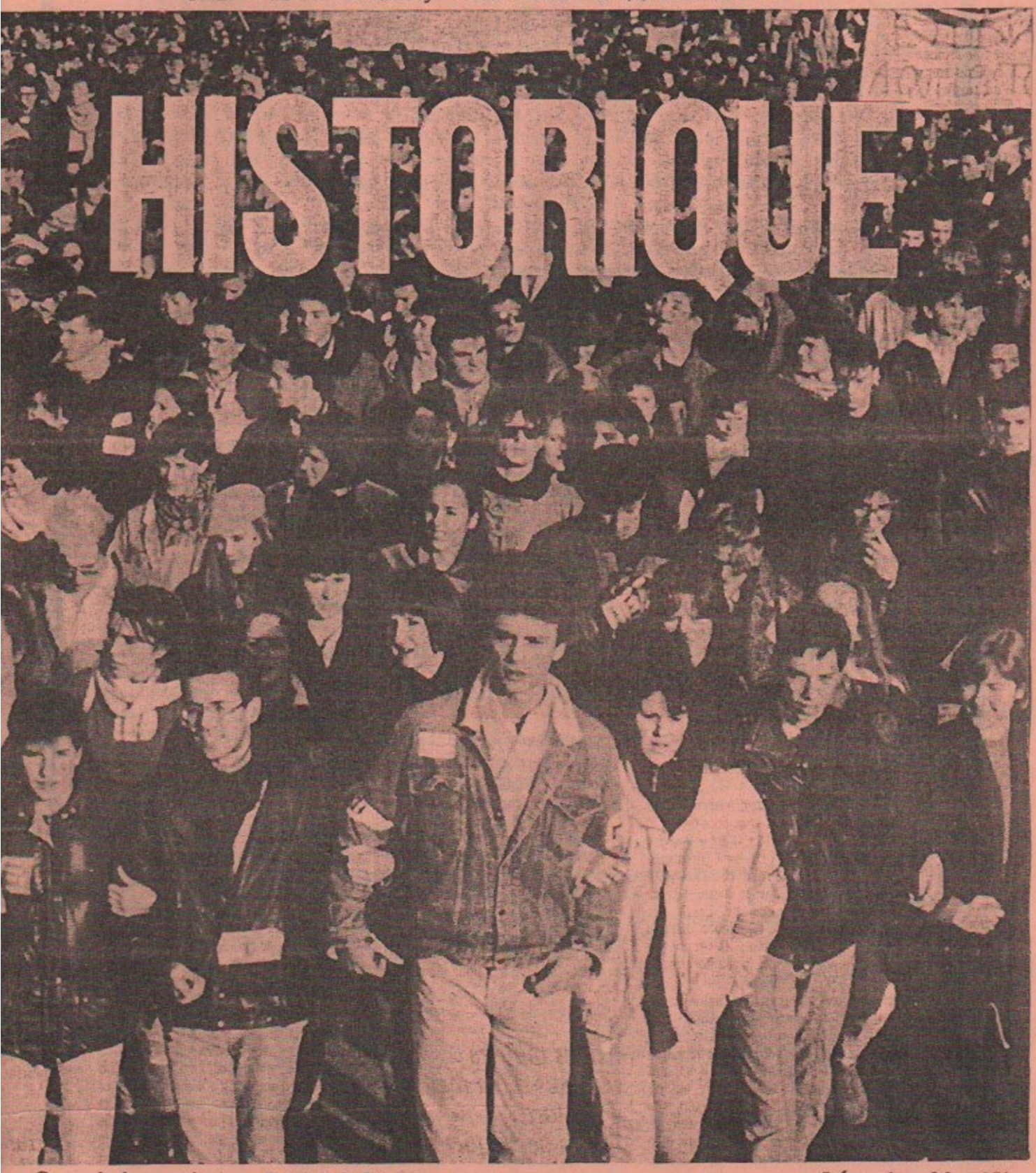
unef INFORM

Bulletin intérieur de l'Union Nationale des Etudiants de France
UNEF - 72 rue de Clichy 75009 Paris - 16 (1) 42.81.33.11

HISTORIQUE



Commission paritaire n° 1142 D 73

Décembre 86 n°54

Sommaire

- □ Edito — page 3
- □ Les Assises Nationales — page 4 à 16
  - compte rendu général
  - rapport
  - compte rendu des commissions
- □ Une victoire, des perspectives — page 17
- □ Echos des Facs — page 18 à 22
- □ Questions d'Orga! — page 23 à 27
- □ Communiqués de presse — page 28 à 30
- □ Déclaration de Monory et son analyse — page 31 et 32
- □ Motions de la Coordination Nationale — page 33 à 36
- □ Les parents pauvres du mouvement — page 37
- □ Ils ont tué — page 38
- □ Stage National — page 39
- □ Messages de Solidarité — page 40 à42
- □ Inter — page 43 à 47
- □ Revue de presse — page 48 à 51

Directeur de la publication: Patrice LECLERC

Rédacteur en chef: Vincent MARKIDES

Editorial

CONCRETISONS LA VICTOIRE !

Enorme,colosalle,historique,écrasante...on pourait multiplier les adjectifs emphatiques et les superlatifs pour caractériser la victoire que viennent de remporter les étudiants.

Il y a tout juste un mois : parler du retrait total du projet Devaquet, c'était s'attaquer à un monstre, cela paraissait utopique.

Aujourd'hui, depuis le 8 decembre,c'est bel et bien une réalité,un acquis de la lutte époustouflante des étudiants qui a grandi de jour en jour pour en arriver au ras de marée de jeunesse du 4 decembre avec plus d'un million d'étudiants et de lycéens en manifestation à Paris qui ont imposé leur puissance,leur force,leur raqe de vivre à tout le pays.

MM.Monory et Devaquet ont pu froncer le sourcil,la préfecture de police se ridiculiser avec son minable chiffre de 200 000 manifestants,M.Pasqua a eu beau faire charqer ses C.R.S. sur les étudiants pour en blesser plusieurs dizaines jusqu'à ses voltigeurs assassinant sauvagement Malik à la Sorbonne : rien ne put entamer la determination de ce vaste mouvement étudiant qui est devenu très vite,dans sa lutte pour abattre la sélection par le fric,pour l'égalité devant le droit aux etudes et pour l'édification d'une autre université,un phénomène de société le rendant irrésistible.

La population l'a bien compris : elle ne s'es t pas laissée berner par les médias qui essayèrent de dévoyer ce mouvement en montant en épingle quelques provocateurs ou une poignée d'extrémistes qui auraient "manipulé" 1million d'étudiants.

Les tentatives les plus sournoises, les plus politiciennes (de l'Uid ou d'autres) pour en venir à de piètres négociations ont elles-mêmes échoué.

C'est avec cette force impréssionnante que le mouvement étudiant a poussé le gouvernement a aller de reculade en reculade : de la réécriture du projet à son retrait pur et simple.

Certes, les étudiants auront porté$ le deuil endant toute une semaine mais ils ont su garder leur calme,leur sereinité,leur dignité pour scander : "plus jamais ça" le 10 decembre et conclure à la coordination nationale du lendemain : "Rien ne sera plus comme avant" : ce qui appelle à la lutte fac par fac avec des comités de vigilance et la préparation d'assises locales par université,pour empecher toute mise en place,à petites doses,d'un projet Devaquet bis dans nos facs.De même,les Etats Généraux de mars 87 doivent synthétiser tout cela pour imposer au gouvernement le projet d'université voulu par les étudiants.

Ce mouvement de jeunesse est la preuve vivante que seule l'action collective, déterminée et organisée est efficace.

L'UNEF et l'ensemble de ses adhérents ont tout leur rôle à jouer pour faire aboutir toutes les revendications des étudiants.L'efficacité et la force du syndicat en sortiront grandies.

C'est vrai,le plus dur reste à faire mais ce mouvement étudiant a été trop riche, trop fort et trop puissant pour qu'il ne triomphe pas pleinement.

On est trop près du but pour lacher prise.Nous iron$ jusqu'au bout pour atteindre cette "université plus belle" que les étudiants de Paris VIII chantaient comme en rève, le 4 décembre à la manif.

Xavier AKNINE
Trésorier-administrateur
de l'UNEF

ASSISES NATIONALES

CONCLUSION DES ASSISES NATIONALES DES LUTTES

LES 29 et 30 NOVEMBRE 1986 à CRETEIL

On peut le dire, la tenue de ces assises ayant réuni plusieurs centaines de syndiqués de toutes les universités de France, tombait à pic pour faire le point tous ensemble de l'état de mobilisation des étudiants, pour les faire gagner sur leurs revendications, pour la construction d'une autre université de qualité, ouverte à tous, répondant à nos aspirations.

En effet, quel meilleur climat pour le développement des luttes à l'université que celui existant actuellement dans les facultés avec les assemblées générales archicombles, les commissions de réflexion par formation, les manifestations puissantes et massives qui ont eu lieu partout ces jours-ci ?

Les étudiants sont clairs et déterminés : ils exigent le retrait total immédiat du projet Devaquet. La sélection par le fric, on n'en veut pas. La soumission de l'université aux lois du marché, non merci !

Chaque syndiqué doit prendre toute sa place dans ce combat acharné pour le retrait de ce projet rétrograde. Dans le même temps, faisons grandir la mobilisation étudiante pour qu'elle soit à l'origine de multiples acquis pour nos études, notre formation, dans chaque faculté.

Toute pré-application locale du projet Devaquet doit être combattue. C'est ainsi que l'efficacité de chaque syndiqué sera réellement perçue par les étudiants et que nous ferons vraiment aboutir nos revendications. C'est dans ce cadre là que nous appelons massivement à la **manifestation nationale du 4 décembre 1986 à Paris. Tous dans la rue, nous pouvons faire cèder Devaquet.**

Cela exige de chaque adhérent, une participation plus active, un engagement plus grand dans le mouvement étudiant qui doit appartenir strictement aux étudiants.

Renforçons l'unité et la cohésion du mouvement en lui donnant, en tant que syndiqués, toute son efficacité et en y prenant toute notre place pour le faire triompher.

Il y va de nos études, de notre vie d'étudiant et de notre avenir.

AKNINE Xavier

ASSISES NATIONALES DE LUTTE -UNEF
29 et 30 NOVEMBRE 1986.

Chers camarades,

On peut le prendre par tous les bouts et tous les endroits; de Paris à la province, de Lille à Marseille, de la fac de droit à la fac de sciences en passant par les UFR médicales, ce qui en impose à tous, c'est sa force, sa richesse et sa puissance. A cet égard, le succès des manifestations lycéennes et étudiantes dans chaque ville universitaire est pleinement significatif :

A rennes, on comptait 20 à 30.000 étudiants et lycéens dans la rue; à Toulouse 30.000; à Tours 10.000,; à Cherbourg 3.500; à Montpellier 20.000; à reims 10.000; à Nantes 15.000; à Lyon 40.000; au Mans 7.000; à Grenoble 20.000; à Quimper 7.000; à Orléans 5.000; à Pau on est arrivé à un taux de 80 % d'étudiants en grève; à Paris 300.000.

De partout le mouvement est énorme : la presse parle de raz-de-marée étudiante, de marée jeune. Partout, les préfectures se ridiculisent en annonçant des chiffres dix fois, vingt fois en-deçà de la réalité.

Il en est de même de la force des banderoles et des slogans qui ont tous un objectif clair, puissant : abattre le projet de loi Devaquet et la sélection par le fric.

Jeudi dernier, des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants étaient là pour manifester. Il faut remonter bien loin dans l'histoire pour retrouver autant de jeunes manifester leur colère. Il y a bien longtemps que l'assemblée nationale n'avait pas été assaillie de lycéens et d'étudiants comme jeudi.

Des dizaines et des dizaines de recteurs ont du avoir des sueurs froides face aux milliers d'étudiants et de lycéens venus manifester jusqu'à leur porte.

Il n'y a guère de classe de lycée ou d'amphithéâtre de faculté qui soit épargné par ce phénomène massif.

Les proviseurs peuvent bien annoncer des sanctions contre les élèves en grève, les cortèges lycéens étaient tous au rendez-vous de l'action, aux côtés des étudiants pour manifester dans chaque ville universitaire.

QUEL SOUFFLE DE VIE ON A PRIS EN QUELQUES JOURS !

Ça bouge à l'université, ça bouge dans les lycées. Nos assises nationales des luttes tombent à pic, juste au bon moment. Ça va être pour nous un moment formidable pour analyser la situation, ouvrir des perspectives au mouvement étudiant, lui permettre de gagner, de se renforcer.

Ce mouvement est massif, c'est un mouvement important qui, tant sur le nombre d'étudiants et de lycéens qu'il rassemble que sur le contenu, est riche en potentialités. Si le mot d'ordre "tous unis contre Devaquet" est souvent mis en avant, la colère des étudiants, leur raison de se rassembler pour manifester reposent sur le ras le bol, le refus de nos mauvaises conditions de vie et d'études, le refus d'éclatement de l'université, de l'incertitude face à l'avenir.

Toute une campagne est orchestrée par le gouvernement pour discréditer le mouvement, en rabaisser la portée. Il parait "que nous avons mal lu le projet de loi, que nous sommes intoxiqués", en bref, que nous nous sommes montés le bourrichon !

Non monsieur le ministre, notre inquiétude, notre refus catégorique face à vos projets sont fondés. On a bien raison d'être mécontents quand les droits d'inscription augmentent de 400 % en 5 ans.

Comment ne pas se révolter quand on empêche les étudiants étrangers de s'inscrire à l'université ? Le summun est atteint à Brest où au bout d'une dizaine d'années, le gouvernement s'aperçoit qu'il y a un arsenal militaire et hurle à l'espionnage. On a bien raison d'aspirer à une bonne formation quand on nous propose comme seul avenir, la précarité, le chômage, la déqualification.

N'avons-nous pas raison de lutter lorsque entre 1975 et 1983 le montant moyen de l'aide par boursier est passé de 3.350 à 2.470 Frs en francs constants ?

.../...

N'avons-nous pas raison de lutter contre la dégradation de nos conditions de vie et d'études. Entre 1973 et 1982, la part des étudiants à l'université exerçant une activité salariée est passée de 50 à 60 %. Et malheureusement, ce n'est pas le reflet de l'ouverture de l'université à la formation continue, mais bien des petits boulots pour payer les études. Conséquences, dans le même temps, le temps de travail moyen librement consacré aux études est passé de 23,5 à 12,7 heures par semaine.

Pourquoi accepterions-nous cette sélection par le fric, cette loi des gagneurs où des "Tarzan-Tapie" volent d'entreprise en entreprise ? La société serait-elle régie par une loi naturelle où seuls quelques heureux élus s'en sortiraient, dirigeraient une masse de pauvres hères ignorants, sans capacité ?

Non, l'université de la formation, de la qualité, c'est l'université du plus grand nombre, dans la diversité des acquis scolaires et sociaux, c'est l'université de la réussite.

Ce sont bien toutes ces questions de fond qui jaillissent aujourd'hui dans ces cortèges étudiants et lycéens. Au-delà du légitime et juste refus du projet de loi Devaquet, c'est bien une remise en cause de l'université de la sélection, de la concurrence, de la privatisation que chaque étudiant exprime.

Voyez les slogans scandés, les banderoles dans les manifestations d'Ajaccio à Lille, de Brest à Strasbourg. Partout un dénominateur commun : la remise en cause de la loi du fric, du désengagement de l'Etat :
-"Coca, IBM, Tapie, non merci, la fac n'est pas à vendre !"
-"Loi Devaquet, loi du porte monnaie"
-" Les études ne sont pas des valeurs boursières"
-"Echange place à Paris I contre l'action Saint Gobain"

Partout le refus de l'élitisme est posé avec force :
-"SOS élitisme"
-"Non aux facs pour riches, non aux facs pour pauvres"
-"Droit aux études pour tous".

L'action des étudiants est riche en revendications. Si elle est partie sur un seul thème exprimé ("non au projet de loi Devaquet"), elle ne s'y est pas cantonné. En deux semaines de luttes, le débat a énormément progressé, il n'en est pas resté au seul refrain : "Devaquet, si tu savais, ta réforme où on s'la met."

Non, messieurs Chirac et Monory, le mouvement ne porte pas sur une confusion dans la lecture du texte. Il repose bel et bien sur une remise en cause de l'université que nous connaissons, le refus de celle que vous nous proposez, de l'avenir incertain que vous voulez nous imposer. Ce mouvement est donc profondément juste, l'UNEF s'y retrouve pleinement, nous y retrouvons aussi le fruit de notre travail syndical quotidien, de débats, d'actions et de luttes.

Il n'est donc pas question pour nous de rabaisser le niveau des luttes, de revendications, bien au contraire. Il n'est pas question d'accepter de relecture du projet, d'amendement, de déplacement de barrière de sélection.

NOUS EXIGEONS LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET DE LOI
A UN MILLION DANS LA RUE ET LES FACS, NOUS EN AVONS LA FORCE.

Un million d'étudiants et de lycéens dans l'action, c'est beaucoup, c'est l'historique. Les bases du mécontentement, la qualité des revendications décèlent toutes les potentialités sur lesquelles nous devons nous appuyer pour aider à l'efficacité du mouvement, pour gagner.

Ce mouvement qui se développe appartient bel et bien aux étudiants, à tous les étudiants. Et c'est bien ! Le refus massif de la récupération et la volonté d'être maitre de son action, sont des volontés saines, très saines, que nous ne pouvons que soutenir et encourager. C'est à chaque étudiant de parler, de décider, d'agir; c'est bien notre démarche, c'est bien cela qu'il faut développer.

.../...

C'est bien la condition pour changer l'université, notre conception de l'action, de la vie démocratique à l'université. C'est bien une des conditions pour que le mouvement s'amplifie, soit durable.

Le gouvernement a voulu parier la carte de la récupération pour stopper le mouvement. Il a fait choux blancs, les étudiants réaffirment leur indépendance. Leur union : c'est la volonté commune de réussir ses études et son avenir, c'est la perception que le seul moyen d'y arriver c'est de lutter et pour lutter, il faut se rassembler.

Certains voudraient canaliser, récupérer le mouvement à des fins politiciennes en le cantonnant à un simple affrontement à Devaquet, en rabaissant les revendications. Là encore, ils perdent, le mouvement est très profond, progresse très rapidement dans la réflexion. Pour preuve, les étudiants bataillent, exigent de plus en plus, comme nous le proposons, de dépasser les assemblées générales pour créer des commissions de réflexion, de propositions, des assemblées d'UFR, pour mener des luttes sur toutes les questions. Ils refusent cet avenir inhumain, cette conception de la société qui prône leur avilissement.

Le gouvernement, aidé par l'UNEFID, veut cristalliser le débat sur le texte, sur des modifications à y apporter.

ET BIEN NOUS DISONS NON !

Non, messieurs Devaquet et Darriulat, nous ne tomberons pas dans les manoeuvres. Les étudiants se sont prononcés, c'est dans ce sens que nous lutterons : ni amendements, ni simple report du projet, nous exigeons le retrait du projet de loi.

Nous ne laisserons pas détourner les aspirations des étudiants, ni par les médias, ni par quiconcque. Nous ne récupérerons pas le mouvement. Aux étudiants de récupérer nos revendications, notre expérience, c'est notre honnêteté, notre détermination, notre efficacité qui trancheront.

Nous sommes engagés dans le mouvement et nous engageons à lui donner toute son efficacité. Aujourd'hui les étudiants font l'expérience de la lutte de mouvement de masse, ils doivent faire l'expérience de luttes qui gagnent, obtenir des acquis à tous les niveaux.

La peur du lendemain, l'inquiétude et l'anxiété face à l'avenir : c'est dans cet état d'esprit que les étudiants, les lycéens, les jeunes en général se sont mis à bouger massivement et avec force depuis deux semaines.

Et comment expliquer l'explosion de ce mécontentement profond des jeunes si ce n'est par la gravité de la situation et des conditions de vie qui leurs sont faites ?

Etre jeune en 1986, c'est aborder le long tunnel noir de l'avenir qui parait bien bouché et sans perspective : des TUC de Fabius aux petits boulots de Seguin, en passant par la dévalorisation des diplômes en sont réduits à devenir des êtres précaires, que ce soit dans leurs études, leur emploi ou leur devenir.

Et à écouter les déclarations des Chirac-Pasqua et Pandrau, les jeunes n'ont à compter que sur eux-mêmes, se réfugier dans l'individualisme, voire se battre entre eux pour s'en sortir. On veut façonner aux jeunes l'esprit de gagneurs qui écraseraient les autres, qui se hisseraient par leur audace, leur ténacité féroce, leur rage de vaincre au-dessus du système de la débrouillardise, de cette jungle à laquelle on veut cantonner la jeunesse. Dans le même temps, on fait subir aux jeunes toutes les défaites, toutes les désillusions et tous les déhonneurs.

Etre jeunes en 1986, c'est d'abord être suspect, voire coupable, surtout si l'on est noir ou basané, mal fringué ou mal rasé, encore plus si l'on affirme sa volonté de vivre mieux, égaux, avec de réelles perspectives, pour un avenir digne de ce nom. Et pour peu qu'un jeune aille jusqu'à lutter et s'organiser, il deviendra coupable. Les exécuteurs de la politique sécuritaire de messieurs Pasqua et Pandraud l'interpelleront, le menaceront, le passeront même à tabac dans les fins fonds du commissariat et gare à la prochaine fois qu'un jeune ne daigne broncher, que ce soit pour combattre le racisme, l'apartheid ou tout autre système d'oppression aussi anachronique qu'il puisse être. C'est comme cela qu'on en arrive aux balles dans le dos, aux abus de cette politique répressive qui s'est renforcée depuis l'été dernier, même si les médias ont fait passer tout cela pour des bavures.

.../ ...

Pourtant, tout le monde s'accorde à reconnaitre que les jeunes constituent un enjeu pour le pays, pour l'avenir. Chacun en appelle à la formation pour conduire chaque jeune à un travail qualifié et épanouissant. Mais qu'ont fait les gouvernements pour aller dans ce sens ?

Jugeons sur pièce : alors qu'un formidable espoir de démocratisation de l'enseignement supérieur était soulevé avec la loi Savary, que de multiples déclarations prometteuses comme celles de parvenir à 80 % de jeunes d'une tranche d'âge au baccalauréat ou d'offrir une formation professionnelle à chaque jeune (on se souvient de l'immense publicité faite pour le train forum de l'école), ce qui a été imposé aux lycéens, aux étudiants, c'est l'aggravation de la sélection sociale tout d'abord avec la baisse de 13 à 8 % du nombre d'enfants d'ouvriers et d'employés à l'université, favorisée par la hausse des droits d'inscription ininterrompue depuis 1981. C'est la sélection arbitraire dès le lycée par la remise en cause du bac comme le premier diplôme universitaire permettant d'accèder au premier cycle universitaire de son choix.

On a commencé par l'obligation pour chaque lycéen de terminale de choisir au mois d'avril une liste de dix formations universitaires dans l'ordre préférentiel pour commencer à filtrer les bâcheliers à l'entrée de la fac. Très vite on en est arrivé à la limitation des capacités d'accueil de chaque université au nom du manque de moyens, de l'exiguité des locaux et c'est la sélection qui est clairement annoncée et organisée par de nombreuses universités qui instaurent des numérus clausus à l'entrée de multiples formations.

Dans le même temps, au nom de "l'élitisme républicain", on instaurait des filières d'élite à l'entrée des seconds cycles, par l'alibi de la formation et des débouchés mais surtout pour 30 à 80 étudiants par filière et en vue de répondre aux exigences du patronat de dégager quelques diplômés d'une formation hyper spécialisée pour rentabiliser des créneaux très restreints.

Ah ! bien sûr cette élite là avait droit à une formation de la meilleure qualité possible dans leurs créneaux, mais en subtilisant l'essentiel des moyens de l'université pour laisser les filières classiques générales qui rassemblent la grande majorité des étudiants dans le vivotement, sans moyens, avec une formation au rabais sans autre perspective que les TUC, la précarité de l'emploi ou l'ANPE.

Tout cela s'est fait avec un désengagement important et continuel de l'Etat dans l'enseignement public et les formations. C'est l'alibi budgétaire qui sert de prétexte pour sélectionner. Ça n'est pas en écrémant les étudiants qu'on les forme.

C'est cette politique là qui a conduit le précédent gouvernement à renoncer aux objectifs de la loi Savary, cèdant par là-même à la pression des mandarins et de toutes les forces rétrogrades de l'université et dans le pays. C'est tout cela qui a permis à la loi Devaquet de voir le jour pour institutionnaliser la sélection à tous les niveaux, pour enfoncer des coins à la démocratie, pour instaurer une autonomie concurrentielle entre les universités soumises aux critères de rentabilité, aux exigences du patronat. C'est ainsi qu'on en arrive aux facs d'élite, aux facs quatre étoiles et aux facs poubelles.

Rien d'étonnant, à force d'être attaquée de toutes parts que la marmite explose. Nous ne voulons pas être les cadres, ingénieurs, techniciens, intellectuels valets de quelques décideurs, nous voulons un présent et un avenir riche, dans une société, une université où nous pouvons prendre toute notre place, donner notre avis.

Le mouvement étudiant et lycéen que nous vivons aujourd'hui est donc une réponse directe des jeunes face aux problèmes et difficultés qui les assaillent. Les étudiants et lycéens refusent cette attaque d'ampleur que constituent les projets de messieurs Devaquet et Monory et par là même luttent pour changer leurs conditions de vie et d'études.

La base même de notre orientation correspond aux aspirations des étudiants. C'est en ce sens que notre syndicat se place sans réserve dans ce mouvement. De plus, le fait que l'UNEF soit entièrement dans la lutte est une véritable base d'efficacité. Nous en faisions le constat tout à l'heure, pour beaucoup d'étudiants, c'est la première fois qu'ils mènent une lutte, une bataille sur leur université. L'expérience et la réflexion de notre syndicat peuvent permettre de lever les freins que la plupart des mouvements spontanés rencontrent.

.../...

On le voit souvent en assemblée générale, le manque de perspectives entraine la plupart du temps un appauvrissement du débat. Par nos propositions, nous pouvons donner de nouvelles perspectives aux étudiants et faire que ce mouvement aille encore plus loin. C'est pour cette raison que l'UNEF doit prendre toute sa place dans les assemblées générales, parmi les étudiants, dans les manifestations et qu'elle doit s'y exprimer en tant que tel. Ce qui fait la richesse de ce mouvement, c'est que chacun s'y reconnaisse, mais aussi que chacun puisse s'y exprimer. Ce qu'il faut pour nourrir et développer les luttes, c'est un véritable débat, une véritable confrontation d'idées. La base même de cela : la pluralité d'expression. Or, aujourd'hui, nous sommes les seuls à mettre en avant et désirer cette diversité. Car, à la fois les étudiants défendent cette démocratie (on voit parfois des étudiants d'accord avec le projet de loi Devaquet venir s'exprimer en assemblée générale) et dans le même temps, ils rencontrent des difficultés pour la mettre en pratique.

Pour permettre cette diversité et approndissement des débats, de l'expression des étudiants, l'UNEF doit être présente et s'exprimer à tous les niveaux, dans toutes les formes du mouvement étudiant, dans l'amphithéâtre, dans les TD, aux comités de grève ou à la coordination nationale.

Quelle meilleure démonstration pouvions-nous souhaiter pour montrer l'adéquation totale de nos propositions aux préoccupations des étudiants ? Le "syndicalisme au coeur des études" dont nous avons besoin n'est-il pas en liaison directe avec les problèmes que soulèvent aujourd'hui les étudiants ? Dans toutes les manifestations, parallèlement à l'exigence du retrait d'un projet néfaste à tous, on constatait une grande ardeur à défendre sa propre filière, sa propre formation. Quoi de plus naturel ?

La volonté de chaque étudiant de réussir, d'avoir une réelle formation préparant un avenir digne de ce nom, est le dénominateur commun à l'expression de toutes ces luttes. Partout où les comités de grève s'organisent par UFR, par formation, les étudiants abordent des questions de fond les touchant particulièrement. Partout où les étudiants discutent de leur formation, de leurs revendications, l'UNEF obtient un écho considérable par ses propositions. Les comités de grève par UFR, chose qui n'était vraiment pas acquise au départ se répandent de plus en plus et se font de plus en plus exigeants par rapport à leurs objectifs. A nous de leur permettre d'aboutir réellement en leur en fournissant les moyens.

Une des questions auxquelles est confronté le mouvement étudiant dans ces périodes de mobilisation intense, est belle et bien celle de sa pérénité. Comment le mouvement continue à vivre, comment la force que constituent les étudiants continue à s'exprimer en dehors de la grève et de la manifestation. C'est la question de l'organisation et donc du syndicat qui se trouve posée avec force.

Les étudiants sont-ils condamnés à faire exploser leur mécontentement de temps à autre, ou sommes-nous capables de construire un mouvement étudiant durable, revendicatif, qui gagne ?

Ce qui se passe aujourd'hui dans les universités relève d'une volonté massive d'en finir avec les difficultés grandissantes que nous rencontrons pour poursuivre nos études. Ce n'est pas un simple mouvement de contestation d'une loi, mais bien quelque chose de plus profond, mais ceci est-il venu tout seul ?

Depuis maintenant un an et demi, l'UNEF développe une orientation très revendicative, fondée entre autre sur l'action et la participation de tous au coeur des études.

La manifestation du 3 mai 1985 "on n'est pas des pigeons" qui avait permi de faire reculer le gouvernement sur les décrets Joxe et Massot, les nombreuses manifestations du début d'année l'an passé, notamment à Rennes et à Orléans. Tous les efforts basés sur l'information massive avec l'édition d'un campus sur la remise en cause du droit aux études et le dernier sur la situation de cette rentrée, sans parler des campagnes d'affiches de la sécurité sociale ou de la défense du droit aux études.

Tout cela a fait progresser le niveau de conscience des étudiants et permis que des questions importantes se posent.

Dans le même temps, le développement des luttes a prouvé à des milliers d'étudiants que gagner c'était possible.

Les 30.000 qui ont manifesté au printemps dernier pour la non libération des droits d'inscription et qui ont gagné, les 2.000 bâcheliers parisiens qui ont lutté pour leur inscription et qui ont gagné, les 400 étudiants de première année d'AES de Créteil qui luttent et obtiennent le dédoublement de l'amphithéâtre et tous ceux qui gagnent depuis des mois avec leur syndicat, tous ceux-là ne se posent pas la question de savoir si gagner est possible. Ils en ont fait l'expérience.

.../...

Tous ces éléments ont été autant de détonateurs qui permettent au mouvement qui se développe aujourd'hui d'être bien ancré au coeur des études et c'est pour cela que l'UNEF s'y retrouve pleinement.

Nous avons une très large part dans ce qui a permi au mouvement de s'amplifier; permettons-leur d'aboutir en mettant en place jusqu'au bout notre orientation, "le syndicalisme au coeur des études."

Suite aux grèves et manifestations, Chirac a demandé à Monory et Devaquet de réécrire leur projet de loi pour que celui-ci soit plus clair, plus compréhensible. Ceci me rappelle une pancarte d'une étudiante de Paris XIII lors de la manifestation du 27, sur laquelle Devaquet disait "vous n'avez rien compris" mais qui pensait "vous avez très bien compris."

Le retrait momentané du texte de l'assemblée est une première victoire des étudiants et des lycéens de France et nous nous en félicitons. **Mais maintenant qu'allons-nous faire ?**

Attendre qu'un autre projet nous soit pondu ou bien permettre aux étudiants mobilisés de continuer l'action et de gagner dans chacune de nos facultés des tas d'acquis qui empêcheront qu'un texte aussi abject nous soit proposé d'ici deux mois ?

Durant les dizaines de milliers de discussions individuelles que nous avons pu avoir, nous avons constaté combien les préoccupations des étudiants étaient multiples et variées. Des tas de réflexions, d'idées émergent du débat. Ce n'est vraiment pas le moment que tout le monde rentre chez soi bien tranquille, mais au contraire que nous permettions à tous de poursuivre la lutte, en gagnant au quotidien, de poursuivre le grand débat sur quelle université nous voulons aujourd'hui pour des études ouvertes à tous, qualifiées et qualifiantes, nous préparant à un métier.

Les luttes doivent se poursuivre et se diversifier. Pour cela une nécessité, organiser les étudiants, syndiquer en masse à l'UNEF, continuer l'action sur toutes les questions.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où en peu de temps des milliers d'étudiants ont fait l'expérience de la lutte, des tas de tabous sur l'action sont tombés en quelques jours. Des questions profondes sur les perspectives se posent, nous pouvons y répondre avec force.

Combien d'étudiants sont maintenant sensibles à la question de l'organisation alors qu'ils n'en voyaient pas l'utilité, il y a à peine une ou deux semaines ? Combien sont aujourd'hui préoccupés par la suite à donner à leur engagement ? Au total plusieurs centaines de milliers.

Lorsque l'on se bat avec autant de force et de détermination comme le font les étudiants de notre pays, ce n'est pas pour voir la lutte aboutir dans une impasse mais bien pour gagner, gagner pour sa formation, gagner pour son avenir..

Depuis le début de l'année, nous réalisons beaucoup d'adhésions, des adhésions de luttes pour la plupart. Réfléchissons au potentiel que cela représente pour l'Union Nationale des Etudiants de France.

Permettons-leurs à chacun d'entre eux de jouer pleinement leur rôle de syndiqué dans leur amphithéâtre, au coeur de leurs études. Et jouer pleinement son rôle de syndiqué, c'est être capable de rassembler et de faire agir les étudiants de son amphithéâtre. Pour cela, toute l'organisation doit vivre à plein rendement et ceci plus que jamais dans cette période.

Des courriers qui font le point, des panneaux syndicaux recteurs de l'information, des réunions d'association où chacun se met au niveau, discute, tout cela est nécessaire. Il ne faut pas relâcher tout ceci, quand des milliers d'étudiants luttent. Etre syndiqué à l'UNEF c'est un plus pour se défendre, pour changer ses études. Faisons grandir ces plus pour qu'ils deviennent indispensables à chacun.

L'efficacité des luttes aujourd'hui dépend pour beaucoup de la place que prendra chaque syndiqué à l'UNEF dans le mouvement étudiant, mais aussi dans son association UNEF. Pour gagner sur tout, il faut des syndiqués partout qui agissent chacun sur une question qui les préoccupe et non plus des militants professionnels qui tiennent tout sur tout.

.../...

Nous avons beaucoup avancé depuis le 71ème congrès sur l'intégration des syndiqués. La poursuite de celle-ci nous permettra d'aller encore plus loin, encore plus vite.

L'expérience de la lutte, pour beaucoup, c'est un climat apparent d'antisyndicalisme ambiant. Chacun constate que ce climat est en fait bien cultivé par quelques-uns pour empêcher que les étudiants prennent leurs affaires en mains. Et pourtant, des adhésions sont réalisées tous les jours. Pourquoi ?

Il ne sert à rien de rabâcher systématiquement "syndique-toi", il faut permettre que chacun fasse l'expérience que se syndiquer c'est l'efficacité. Or, rien ne vaut l'expérience.

Ne prenons pas les étudiants de front sur cette question, mais réfléchissons plutôt à quelle démonstration faut-il faire pour apporter la preuve quotidiennement que se syndiquer à l'UNEF c'est la seule perspective durable aujourd'hui.

De partout nous pouvons faire cette démonstration, dans nos amphithéâtres, dans les AG, dans les comités de grève, y compris à la coordination nationale des comités de grève. De partout, des étudiants peuvent se syndiquer et avoir toute leur place dans l'UNEF, y compris dans les endroits les moins soupçonnés.

Tous les jours la poursuite de la grève va être discutée. Prenons toute notre place dans ses décisions en faisant toujours apparaitre le syndicat. Nous pensons que se syndiquer c'est la seule solution pour construire le mouvement étudiant de manière durable, l'UNEF doit donc continuer à apparaitre en tant que telle de partout où des étudiants discutent et décident.

Si la manifestation nationale du 4 décembre est maintenue par les comités de grève, suite à la décision de Chirac, prenons-y toute notre place, comme nous l'avons fait lors de la journée du 27. Assurons sa réussite. Si elle est annulée et la reprise des cours décidée, poursuivons les luttes facultés par facultés pour continuer à gagner sur chacune de nos revendications.

La faculté aujourd'hui, elle ne nous convient pas. Cela fait des mois que nous développons des luttes pour la changer. Nous pouvons passer un cap qualitatif dans la diversité des luttes, il est de notre responsabilité qu'il soit franchi.

Aujourd'hui les potentialités sont très importantes, les étudiants de Marseille à Lilles, de Brest à Nancy, dans toute leur diversité, débattent, agissent et luttent. C'est l'Union Nationale des Etudiants de France qui les fera gagner pour leur avenir.

ASSISES NATIONALES

COMMISSIONS

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION AIDE SOCIALE

La politique de casse que l'on connait depuis quelques années dans le domaine de l'aide sociale ne fait qu'aggraver nos conditions de vie et d'études.

Pourquoi développer ce système d'aide puisqu'aujourd'hui la logique gouvernementale est de former une élite répondant aux besoins du patronat et de laisser la majorité des étudiants dans des filières poubelles ? (!!!)

La mobilisation qui existe dans chaque faculté pour gagner le retrait du projet Devaquet doit nous permettre d'intégrer les questions d'aide sociale dans la lutte. Là où les copains ont fait des propositions, le débat s'est élevé et dans certaines facultés nous avons déjà gagné et syndiqué sur ces bases.

QUELQUES PROPOSITIONS ET PERSPECTIVES

* Les cartes pétitions sur le réinvestissement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante : on a les moyens d'obtenir une victoire du mouvement étudiant.

* Nous devons exiger dans tous les CROUS des élections le plus rapidement possible. Le mandat de tous les élus est terminé.

* Envahissement des CROUS avec des propositions à l'appui. Nous devons utiliser les cahiers de revendications.

* Les étudiants étrangers
  - . gagner qu'ils soient éligibles aux élections au CROUS
  - . qu'ils puissent bénéficier de la sécurité sociale étudiante comme les autres étudiants.

* Gagner avec les salariés
  - . des polys
  - . des cours du soir

Nous devons soutenir et aider au développement des associations FRUF dans chacune de nos facultés. Les résidents d'Antony ont entamé une grève des loyers depuis le début du mois. Nous devons exiger la tenue des élections aux conseils de résidence avec la FRUF.

Le matériel que nous avions édité sur la sécurité sociale étudiante et les bourses, doit être utilisé dans le mouvement pour gagner.

Voilà les propositions qui sont sorties de la commission lors des assises. Ce tableau est loin d'être exhaustif. Toutes les actions et propositions sont les bienvenues et ne peuvent que permettre un approfondissement du travail de cette commission.

Laurence COLLIN
Présidente de l'AGEPN Villetaneuse

ASSISES NATIONALES

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "FORMATION"

La formation est avant tout le but de l'université mais est aussi un enjeu pour le pays et notre avenir. Prenons quelques chiffres :

* en 1982 pour 100 diplômés :

  - 10 ont 1 diplôme du second ou 3ème cycle
  - 28 ont 1 diplôme 1er cycle ou bac
  - 62 ont 1 diplôme inférieur au bac (BEP, CAP)

Ces pourcentages de diplômés correspondent à la structure de l'embauche en 1972 : la France a donc un retard de près de 15 ans.

* en 1984 : dans les secteurs dits "modernes" la structure de l'embauche est pour 100 embauches

  - 20 diplômés du second ou 3ème cycle
  - 40 diplômés du 1er cycle ou du bac
  - 40 diplômés à un niveau inférieur au bac.

Ainsi on constate l'inadéquation entre les diplômes et l'emploi dans les secteurs d'avenir. Il est donc nécessaire pour le pays de former plus de jeunes à un meilleur niveau.

Par ailleurs :

* sur 100 jeunes avec un diplôme inférieur au bac, 60 sont chômeurs;
* sur 100 jeunes bâcheliers, 30 sont chômeurs;
* sur 100 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, 14 sont chômeurs.

Il apparait donc qu'un jeune diplômé à un niveau élevé a plus de chances de trouver un emploi. En effet, 80 % des diplômés trouvent du travail au bout d'un an.

Nous priver de formation, c'est nous priver de notre avenir. Alors, il se pose la question de la sélection :

. aujourd'hui les examens sont une forme de sélection (ils visent à réduire le nombre des étudiants), alors qu'ils devraient être la sanction des connaissances.
. la sélection est trop souvent justifiée par le manque de moyens : dans les magistères et les D.E.U.S.T. la sélection n'est pas faite par rapport avec la qualité de la formation mais par rapport aux moyens. Si bien que la sélection est préalable à la formation du fait des moyens.
. la sélection se fait aussi par le contenu de nos formations. Ce contenu, souvent ne correspond pas à nos aspirations et est une incitation à l'abandon, cause l'échec.

Il est une réalité : trop souvent les étudiants manquent d'information quant au contenu si bien que l'orientation est aléatoire. On constate aussi que la pluridisciplinarité est en nette régression (les formations universitaires sont moins pluridisciplinaires que les formations en grandes écoles). Or, la pluridisciplinarité permet à la fois une réorientation sans trop de dégâts et une réinsertion plus facile dans le monde du travail.

On veut nous faire croire que la sélection est garante de qualité, or, la sélection est le contraire de la formation du plus grand nombre, c'est la gestion de la crise, du manque de moyens.

Enfin, la formation en lien avec la région correspond à l'aspiration de nombreux étudiants : "travailler et vivre au pays" L'université de Pau a été créée pour répondre aux besoins du complexe de Lacq : aujourd'hui elle est menacée de disparaitre.

Quand on a décidé de fermer des mines dans le Nord-Est, on a supprimé des D.E.A. de géologie, alors que la recherche pouvait permettre de rentabiliser ces mines en les exploitant autrement. Aujourd'hui, les formations subissent les fluctuations industrielles alors qu'elles devraient permettre de moderniser l'industrie, de développer le pays.

.../...

La formation est un secteur qui a été quelque peu délaissé à l'UNEF. La commission "formation" des assises nationales avait pour but de donner aux AGE des éléments de réflexion pour permettre de réinvestir ce terrain avec des conventions par secteurs de formations.

Dans chacun de nos UER nous avons des exemples, des revendications précises pour utiliser ce début de réflexion afin que les AGE fassent des propositions et mènent des luttes sur le terrain de nos formations pour améliorer nos études.

Fabienne SOULAS
Présidente de l'AGET Toulouse

ASSISES NATIONALES

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "ELUS-DEMOCRATIE"

Alors que le mouvement étudiant de 1968 avait gagné des représentants dans les conseils d'université, aujourd'hui la démocratie à l'université est fortement attaquée. En effet, dans de nombreuses universités, il n'y a pas d'élection depuis plusieurs années, que ce soit dans les conseils universitaires, dans les conseils d'administration ou dans les conseils d'UFR. Partant de ce constat d'échec et de la faible participation des étudiants aux élections, le projet Devaquet (dont le rôle n'est en fait que de légaliser la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'université aujourd'hui) veut réduire la représentation étudiante dans les différents conseils.

Pourtant, la démocratie permettrait d'avancer vers l'université de l'avenir, car elle permet un débat entre toutes les catégories qui la fréquentent. Elle est de diversifier l'enseignement selon les besoins des différentes catégories sociales (formation continue, développement régional, ouverture aux non bâcheliers etc ...)

Pour l'assurer; il faudrait une reconnaissance de l'expression de tous et de l'activité syndicale en particulier du rôle des élus. Pour cela, il faut lui donner les moyens : locaux, téléphone, subventions, indemnités, permission pour l'élu de ne pas assister au TD pendant qu'a lieu un conseil etc ...

L'élu étudiant doit en effet apparaitre comme un pilier majeur. Il est le lien principal entre les étudiants et le conseil. Pour cela, il faut impulser cette dimension chez les étudiants, débattre et élaborer les propositions; de plus, l'élu doit avoir accès à tous les documents (administratifs, recherche, discipline) de la faculté et des UFR.

Ainsi, comme nous venons de la voir, alors que l'université a un besoin très important de démocratie, depuis plusieurs années, celle-ci est bafouée. Face à cela l'UNEF doit exiger que les élections aient lieu nationalement et périodiquement (tous les * ans), et doit profiter du mouvement actuel pour faire remonter la participation étudiante à ces élections.

Pierre Marie
trésorier de l'AGET Tolbiac

ASSISES NATIONALES

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION FINANCEMENT DES UNIVERSITES

La politique financière des universités est directement liée à la politique de formation des gouvernements en fonction de leurs objectifs économiques et sociaux.

L'évolution du financement des universités depuis la dernière guerre en est caractéristique. Une politique liée à la reconstruction du pays après la guerre et à l'explosion de la société de consommation.

Aujourd'hui, cette politique a changé de cap : la recherche du profit immédiat sans développement de la production industrielle rabaisse les objectifs de formation des cadres, des techniciens, des chercheurs. La politique élitiste que nous connaissons aujourd'hui en est la conséquence directe : c'est la limitation des capacités d'accueil, le manque d'enseignants, la dégradation de nos conditions de vie et d'études; une aide sociale ne répondant plus à nos besoins.

La bataille idéologique menée par le pouvoir tend à affirmer que la formation des jeunes est un coût social plutôt qu'un investissement pour notre pays.

Notre bataille contre le projet Devaquet est profondément liée à celle que nous menons pour le réinvestissement de l'Etat dans nos formations.

Proposons aux comités de grève d'amener le débat sur le financement des universités, de créer des commissions sur ce thème en lien avec l'analyse du projet Devaquet. Des propositions, nous en avons en matière de financement des universités.

1°) La collecte nationale de la taxe professionnelle. Aujourd'hui inégalement répartie, elle pourrait constituer un apport de fonds important pour l'achat de matériel (laboratoires etc ...) dans toutes les filières.

2°) Les collectivités territoriales doivent prendre part au financement des universités qui constituent pour elles un apport économique important. Leur participation est primordiale, notamment pour la construction de nouveaux locaux.

3°) Exigeons du gouvernement la constitution d'un collectif budgétaire (pour les créations de postes, les heures complémentaires, l'amélioration de l'aide sociale, le réinvestissement de l'Etat dans notre sécurité sociale ...)

Aujourd'hui nous pouvons constater chez les étudiants une prise de conscience du lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'études, le désengagement de l'Etat dans nos formations et le projet Devaquet. En rejettant ce projet de loi, ils rejettent la logique universitaire que nous vivons. Ils aspirent aujourd'hui à une université nouvelle , les motions de la coordination nationale en sont la preuve.

Ils ont conscience que c'est l'Etat qui doit assurer le financement de leurs études. Toutes les conditions sont réunies pour lancer la bataille revendicative. Des propositions d'action peuvent être faites dans les assemblées générales.

Recensons tous nos besoins par UFR, exigeons des conseils d'administration et des conseils de nos universités qu'ils dégagent les fonds nécessaires à leur satisfaction, qu'elles demandent au ministère les moyens nécessaires, faisons leurs prendre position pour la non augmentation des droits d'inscription.

Ceci montre que l'UNEF a toute sa place dans le mouvement étudiant, qu'elle constitue un apport important dans le débat et dans les décisions d'action des assemblées générales.

Olivier BONNET
Président de l'AGEO UNEF,
Orléans

ASSISES NATIONALES

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION LOI DEVAQUET

L'UNEF se positionne à fond dans la bataille et à tous les niveaux (coordination nationale comités de grève UFR) pour gagner le retrait total du projet devaquet. Pour cela, il faut passer à la vitesse supérieure dans la mobilisation et l'action des étudiants.

Pour l'instant, Devaquet a marqué un premier recul face au mouvement étudiant qui se développe, s'intensifie. Mais le report du projet de loi peut être aussi un piège pour faire retomber la mobilisation. Faisons cèder Devaquet : qu'il retire au plus vite son projet.

Le mouvement actuel des étudiants est trop fort, trop riche et trop prometteur pour qu'on puisse accepter l'idée qu'il retombe sans avoir rien gagné. C'est pourquoi l'UNEF appelle à une participation massive des étudiants à la manifestation nationale du 4 décembre.

Dans le même temps, les syndiqués doivent développer des luttes partout, dans chaque UFR pour faire échec aux prémices, aux pré-applications de cette loi dans nos facultés (actions contre les mesures sélectives, pour les boursiers, la sécurité sociale étudiante, le réinvestissement de l'Etatdans nos formations. C'est à la logique du projet Devaquet qu'il faut s'attaquer. Empêchons tout autre projet motivé par la même logique, de voir le jour en cas de retrait du projet Devaquet.

La commission propose le tirage d'un autocollant national intitulé :

NI AMENDEMENT
NI REPORT
RETRAIT DU PROJET DEVAQUET

qu'on diffusera auprès de tous les étudiants en organisant une collecte, ce qui permettra avec le reste des propositions, de dissiper toute équivoque sur la position de l'UNEF dans le mouvement.

C'est dans chaque faculté, au cours de chaque assemblée générale que sera décidée la poursuite de la grève jusqu'à jeudi. Dans tous les cas, celle-ci ne constitue qu'un moyen d'action et de pression est non une fin en soi. Ce dont le mouvement a besoin, c'est de créer une mobilisation puissante jusqu'à jeudi (occupation rectorat, faculté, blocage péages d'autoroutes ...) et après le 4 décembre, quel que soit l'issue du mouvement, par l'action de chaque syndiqué, dans chaque faculté pour remporter de nombreux acquis. Cela ne peut se faire que par l'intégration et la responsabilité de chaque adhérent dans l'action et par le renforcement quantitatif du syndicat.

Une Victoire ...
...Des perspectives

Le mouvement que nous venons de vivre est véritablement sans précédent. Unique de par le nombre d'étudiants et de lycéens qui s'y sont retrouvés, mais aussi par l'ensemble des valeurs et objectifs qui s'y sont exprimés.

La vitesse à laquelle s'est propagé le mot d'ordre de grève n'a eu de semblable que celle avec laquelle les exigences et revendications ont fusé. Un mouvement qui, au départ regardé par tous avec bonhomie, a très vite dérangé par la profondeur de ce qu'il remuait. Il suffit de voir avec quelle violence le gouvernement a, à partir d'un certain moment, essayé d'empêcher toute expression, mais aussi avec quel acharnement les forces conservatrices ont travaillé à en limiter la portée et essayé de le stopper.

Malgré toutes ces pressions, le mouvement étudiant a décidé de poursuivre la lutte et la reflexion pour d'une part empêcher toute tentative du gouvernement ou des universités d'appliquer dans les faits une politique de sélection et de privatisation, et d'autre part pour élaborer ensemble, des propositions pour permettre la mise en place de l'université dont le pays a besoin.

En effet, les mots d'ordre et revendications des étudiants ne se sont pas simplement arrêtés au "non au projet Devaquet-Monory". Parallèlement à une lutte pour gagner le retrait de ce projet de loi, les étudiants ont exigé de véritables formations, une véritable démocratie, mais aussi des moyens supplémentaires pour l'université. Dans la plupart des facultés, des commissions de travail se réunissent réqulièrement (ex: les étudiants d'architecture qui ont créé leur coordination nationale de travail). La génération qualifiée bien souvent d'individualiste prend sa revanche en décidant d'intervenir ensemble, directement.

Aujourd'hui, alors que les étudiants ressentent la nécessité de s'organiser, d'avoir la possibilité d'intervenir en permanence, le syndicat étudiant amène la réponse aux questions qu'ils se posent. Plus que jamais, l'intervention du syndicat à tous les niveaux (UFR, commissions, université, ministère) est nécessaire pour donner les moyens à l'ensemble du mouvement étudiant et lycéen d'aboutir sur ses revendications et lui donner des perspectives (d'autant que les pressions qui pèsent sur notre mouvement ne vont aller qu'en s'amplifiant).

Il est donc nécessaire et urgent que tous les syndiqués s'impliquent de suite dans la bataille pour doter le mouvement de réelles perspectives et lui permettre de poursuivre l'oeuvre importante qu'il a déja commencé.

Marianne Suner,
secrétaire nationale.

ECHOS des FACS

PARIS XII

C.H.U. Tout le monde s'est cassé les dents dessus, imperturbable : ils ne bougeront pas.

IUT Evry : On ne les connaissait pas : aucun syndicat n'avait mis les pieds là-bas, pourtant il se sont mis en grève tout seul. Il faut dire qu'eux, le manque de moyen, ils connaissent déjà. L'an dernier leur B.U. est fermé pour manque de personnel. L'AGEP 94-UNEF prend contact avec les iutiens d'Evry. L'implantation du syndicat là-bas devient un objectif.

ST MAUR : L'AGEP 94-UNEF organise une assemblée générale avec 600 personnes. Un débat s'instaure à l'intérieur de l'AG. Malheureusement l'UID ne supportant pas le fait qu'elle ne contrôle rien, préfère casser le mouvement. Elle y réussit et depuis 300 personnes sur 4.000 étudiants, pseudo-grève sans trop savoir pourquoi.

CRETEIL : Le vendredi 21 novembre, la grève est lancée. Dès le départ l'AGEP 94-UNEF a tenu à garder son identité de syndicat. Même au début, c'est dure pour les syndiqués,ils arrivent peu à peu à faire passer leur message. Une commission de réflexion se réunit à l'initiative de l'UNEF où sont repris les principaux thèmes sur lesquels l'UNEF se bat. Des AGE sont réunit par UFR et département une fois encore à l'initiative de l'UNEF. Maintenant on peut dire que c'est vraiment les étudiants qui ont pris en main leur mouvement et naturellement les étudiants syndiqués à l'UNEF prennent toute leur place dans le mouvement.

* * *

ROUEN

La mobilisation étudiante face au projet Devaquet a été spontanée à Rouen. Dès le début du mouvement, les AG ont appelé à l'union syndiqués/non-syndiqués.

L'AGER-UNEF s'est associée au mouvement, a affirmé son soutien tout en conservant sa personnalité et sans renier ses revendications. Affichant ainsi clairement ses positions par rapport à un mouvement qu'elle ne prétendait pas et ne voulait pas contrôler, l'AGER s'est trouvée naturellement au coeur de l'action, d'autant plus quand celle-ci a pris l'ampleur que l'on connait. Dans la mise en place des actions locales ou nationales, dans les AG et les réunions d'information, l'AGER a prouvé aux étudiants que le mouvement syndical doit être partie prenante dans tout ce qui concerne l'université. Cette situation a permis concrètement d'agir :

- 22 cars rouennais à Paris le 27 novembre 1986;
- 35 cars rouennais à Paris le 4 décembre 1986;
- 10.000 signatures contre Devaquet;
- réalisation d'une pétition géante en tissu de 200 mètres de long;
- organisation d'animation sur l'université (baptême de la fac, concerts, spectacles...);
- intervention d'étudiants à la télé, sur les radios locales;
- élargissement du débat pour une meilleure compréhension de la loi Devaquet-Monory et pour de meilleures propositions.

* * *

ORSAY

La commission-propositions mise en place dès les premiers jours de grève est à l'initiative d'un cahier de doléances et élabore des revendications pour une université qui répond aux besoins du pays et des étudiants :

* réaffirmation de la mission de service public de l'enseignement;
* pas de sélection entre les cycles : la réussite aux examens de fin d'année doit permettre l'accès à l'année supérieure;
* plus de passerelles entres les formations;
* des filières nouvelles adaptées aux besoins nouveaux;
* des moyens pour étudier pour les étudiants salariés;
* maintien et amélioration de l'ESEU;
* mise en place d'unités pédagogiques enseignants-étudiants;
* des élus étudiants en nombre suffisant;
* une information suffisante des étudiants sur la vie universitaire;
* reconnaissance du droit d'organisation sans distinction de race, de culture, de religion, d'opinion politique aux étudiants;
* droit de grève;
* réengagement de l'Etat dans les oeuvres universitaires et dans la sécurité sociale;
* financement de foyers et d'associations étudiantes;
* mise en place de structures servant d'inter-face entre les universités et les entreprises et garantissantl'autonomie des deux parties;
* meilleure utilisation de la taxe d'apprentissage;
* priorité à l'enseignement supérieur, le biais d'une loi de programmation de l'enseignement supérieur sur 5 ans.

C'est sur la base de ces propositions que des actions sont décidées. Cependant, il va s'agir dans les jours qui viennent de proposer des actions plus concrètes pour que ces revendications aboutissent : démarches auprès du rectorat, des différentes administrations pour gagner dès maintenant.

• • •

TENEBREUSE AFFAIRE EN CITE UNIVERSITAIRE A ORLEANS

Depuis le temps que ça devait arriver, cela arriva ... Un étage de cité plongé dans le noir pendant un week-end entier. Dimanche soir les copains de l'ARCUO-FRUF se lancent dans un porte à porte pour rassembler tous les résidents présents à la cité le week-end.

Ensemble on décide d'aller réveiller le directeur de la résidence pour lui demander la réparation immédiate de la panne. 40 résidents dans le hall, de quoi le faire descendre de son perchoir, et s'expliquer sur la non intervention d'un électricien.

Et on en apprend de belles !

- un seul électricien pour tous les bâtiments du CROUS;
- des dijoncteurs trop vieux, qu'on n'est pas sûr de pouvoir changer : ils ne sont plus commercialisés, des stocks du CROUS risquent d'être épuisés;
- Quant au réseau électrique des résidences, il n'est même pas conforme aux normes EDF.

Un échapatoire pour l'administration du CROUS : on va rénover le circuit d'une des cinq résidences d'ici fin 1987. A force de l'entendre tous les ans, on n'y voit plus surtout quand on vient d'apprendre que le budget des oeuvres universitaires vient d'être amputé de 28 millions de francs.

.../...

Le 20 novembre pour les élections aux conseils de résidence, les listes "solidarité étudiante" ont emporté un succès satisfaisant récupérant les 3/4 des sièges sur l'ensemble des cités universitaires. Avec une participation de 15 % à 25 % selon les bureaux de vote.

Aujourd'hui les résidents sont prêts à se battre pour leur aide sociale, leurs conditions de vie et d'études en cité. l'ARCUO FRUF projète déjà un porte à porte géant pour organiser les résidents, pour empêcher les nouvelles suppressions de personne, pour gagner des moyens supplémentaires, pour les oeuvres universitaires.

• • •

PARIS XIII

Depuis le 17 novembre 1986, l'université Paris XIII est en grève pour exiger le retrait du projet Devaquet dans son intégralité.

La ralité de ce mouvement s'appuie sur de profondes préoccupations. D'ailleurs les sondages le montrent : cette vaste protestation reflète la grande inquiétude qui règne chez les étudiants quant à leur avenir : les interrogations au sujet de leur formation, de leur devenir professionnel etc ... sont multiples.

Dès le départ, l'AGEPN-UNEF ne s'est jamais dissociée de ce mouvement, bien au contraire elle a contribué à le développer afin que celui-ci soit à la hauteur des enjeux actuels. Cette action se situe dans la continuité de la lutte que l'AGEPN n'a pas cessé de mener. Un exemple :

Ayant débutéet poursuivi leurs études de psycho à Paris 13, plusieurs étudiants se retrouvent éjectés de leur université avec une maitrise de psycho mention AB (les capacités d'accueil ont été réduites pour l'accès en DESS). Avec l'AGEPN-UNEF ils s'organisent en faisant signer massivement une pétition, en organisant des débats ensemble avec les professeurs sur ce problème qui n'est que la mise en place anticipée du projet de loi Devaquet.

Les étudiants luttent en s'organisant pour gagner leur droit aux études et obtenir une meilleure formation avec leur syndicat.

De même, l'UNEF a obtenu l'établissement de cahiers de revendications UFR par UFR. Ils circulent déjà en lettres, en économie.

En n'ayant cèdé à aucune pression de désyndicalisation, l'AGEPN-UNEF huée dans les premiers jours de la grève, progresse petit à petit au fur et à mesure que le mouvement se poursuit. Elle est entendue des étudiants qui ne rejettent pas à priori ce qu'elle propose.

L'AGEPN est plus que jamais décidée à jouer pleinement son rôle de syndicat, c'est-à-dire en participant activement au travail du mouvement, à rendre encore plus efficace l'actuelle mobilisation des étudiants. Elle le démontrera notamment en appelant les étudiants à se rassembler en demandant des moyens pour leur formation à l'occasion du prochain conseil d'administration le 18 décembre 1986 pour concrétiser leurs revendications.

• • •

Toulouse

L'AGET a été présente dans le mouvement dès le début par la participation des syndiqués, elle a même été à l'origine en sciences sociales en convoquant une assemblée générale le 25 novembre.

En sciences sociales, le syndicat s'est donc exprimé dès le départ : port de badges, tracts, affiches.

Au Mirail (faculté de lettres et sciences humaines) et à Ranqueil (faculté de sciences) le syndicat a eu plus de mal à s'exprimer en tant que tel. Pourtant, sur les trois facultés, les syndiqués sont des acteurs du mouvement, font des propositions, participent aux commissions où ils font avancer le débat de fond. Petit à petit les étudiants ont pris conscience qu'il fallait aller plus loin que "retrait du projet Monory-Devaquet" pour construire une autre université et prennent conscience qu'il faut aussi gagner sur nos revendications?

Si bien qu'aujourd'hui, sur les trois facultés les tracts de l'AGET-UNEF sont très bien accueillies : en sciences sociales des étudiants non syndiqués nous ont aidé à distribuer le tract d'appel à la manifestation du 4 décembre. C'est bien la preuve que nous avons des potentialités à saisir et que la syndicalisation de masse ne dépend que de nous.

Autre exemple, au Mirail, un étudiant explique qu'il faut garder une structure qui informe les étudiants après la fin du mouvement, quelle ne fut pas sa surprise (il est non syndiqué et ne veut pas entendre parler des syndicats) quand un copain lui a dit qu'il définissait le syndicat et que par son rôle dans le mouvement il faisait du syndicalisme.

Par ailleurs, le mouvement a été un bol d'oxygène pour l'AGET. En effet, de nouveaux syndiqués sont intégrés à la vie du syndicat dans la lutte et prennent des responsabilités au sein de leur association de faculté, d'UER.

Chaque soir, on se retrouve au foyer-bar de l'AGET pour se détendre mais aussi pour faire le point de la journée, réfléchir à notre intervention, faire des propositions.

Les étudiants sont souvent allés plus vite et plus loin que nous, mais par le travail individuel des syndiqués et la réflexion collective, l'AGET arrive à prendre toute sa place dans le mouvement.

* * *

PARIS 10 NANTERRE

A Nanterre, là aussi le mouvement se répand comme une trainée de poudre à partir du Mercredi 19. La semaine suivante, c'est l'intégralité du bâtiment de lettres/sciences humaines qui est en grève. En droit/sciences économie on assiste à des débrayages fréquents au début dans les amphithéâtres et les TD mais dont leur nombre va en décroissant, ce qui amène à retenir la solution de la "grève japonaise" pour ces deux UFR.

Chaque jour des AG d'UFR se tiennent, puis une assemblée générale centrale qui permet de coordonner les points de vue. Dans chaque UFR des comités de grève sont élus. Le comité de grève tient chaque jour des réunions marathon de plusieurs heures où les débats sont vifs : les magouilles multiples de l'UID pour noyauter et canaliser le mouvement sont dévoilées et condamnées, combattues par la majorité de ses membres.

.../...

L'ampleur de la menace qui pèse sur l'université amène un nombre impressionnant d'étudiants à participer activement à la mobilisation dans le cadre des structures en place : notamment les diverses commissions information, média, action, réflexion.

Des actions aussi diverses que la neutralisation des péages, le bombage de parcmètres, l'occupation des locaux, des concerts nombreux vont de pair avec une analyse de fonds menée sur l'université, son rôle, son financement et le type de société qu'elle contribue à façonner. L'élément moteur de cette recherche est la commission de réflexion dont les conclusions sont (ce n'est pas un hasard !) très proches des analyses de l'UNEF.

De ce fait, le niveau général de certains débats, extrêmement élevé est une garantie du caractère "irrécupérable" du mouvement et de volonté d'aller au fond des problèmes envisagés sans s'arrêter à des aspects superficiels. La revendication des étudiants est claire : la démocratie comme but et comme moyen de leur mouvement, la volonté de ne pas laisser des politiciens de bas étage décider à leur place, mettre en échec le projet Devaquet dans les facultés et surtout gagner une université de qualité, plus formatrice, plus ouverte.

• • •

(Orléans)

C'est à l'appel de l'UGES-UNEF que le 24 novembre les étudiants d'Orléans réuni en assemblée générale par UFR votent la grève générale et appellent à une manifestation en ville pour le 27 au rectorat. Au départ, comme dans toutes les universités, toute intervention syndicale est rejetée, mais 20 adhésions au syndicat sont réalisées dans la semaine et une banderole de l'UNEF est acceptée dans la manifestation du 27 qui réunit près de 7.000 étudiants et lycéens. Nos propositions de travail en commissions sont mises en place.

Une collecte auprès des professeurs, on bloque les péages d'autoroute et un pont en centre ville pour réunir les fonds nécessaires à la réservation du train qui emmènera 2.000 étudiants et lycéens d'Orléans à la manifestation nationale.

En sciences des groupes de révision sont mis en place, en lettres on négocie avec les professeurs l'élaboration de polycopiés de cours et de TD.

Le mouvement a permis de gagner le maintien de la session de septembre à la faculté de droit que le doyen jugeait inutile, en lettres on gagne le maintien du système des "quatre-cinquième" qui permet à des étudiants n'ayant pas fini leur DEUG de commencer la licence (soit 3/4 des effectifs).

Lundi on continue de faire signer la pétition pour la non-augmentation des droits d'inscription et une délégation composée d'élus sciences économie et d'étudiants rencontrera le président de l'université.

Des cahiers de revendications vont circuler. Une collecte va s'organiser autour du badgepour le retrait du projet Devaquet du journal de l'AGE. Un débat avec l'UGICT-CGT sur les formations et leurs débouchés va se tenir à la faculté des lettres dans la semaine.

Du pain sur la planche des étudiants syndiqués à l'UGES-UNEF au moment où l'ensemble des étudiants commencent à ressentir la nécessité d'une action constructive et permanente seul moyen de mettre en échec la logique du projet Devaquet.

• • •

ORGA...

RAPPORT DU SECTEUR ORGANISATION PRESENTE A LA REUNION EXTRAORDINNAIRE DES DIRECTIONS D'AGE DU 7 DECEMBRE 1986

Nous vivons un mouvement d'une ampleur historique, d'une force sans précédent et pourtant d'une faiblesse que nous pouvons mesurer.

En effet, la vitesse à laquelle la mobilisation des étudiants s'est développée n'a pas permis une totale maitrise de l'enjeu et d'où l'apparition de contradiction. Avec la manifestation du 4 décembre, beaucoup ont reçu une douche froide avec le non de Monory qui avait laissé supposer le retrait du projet au vu de l'ampleur qu'aurait la manifestation. Espérance relayée par l'UNEFID qui se complaisait à présenter cette manifestation comme une lutte finale. Sentiment d'échec menant à la tentation de la négociation et dans le même temps volonté de durcir le mouvement d'autant plus avec la sauvagerie dont a fait preuve le gouvernement (2 morts dont un cliniquement, des blessés très graves ...)

Se pose dès lors la question du devenir du mouvement. Pour répondre à cette question, revenons un peu en arrière.

Depuis les mois de mai/juin, l'UNEF lance l'offensive, débats, informations, actions, journées nationales d'action, semaines nationales d'actions, manifestations dans plusieurs villes universitaires ...

Ainsi le ferment s'installe, les bases du mouvement sont jetées.

Il y a trois semaines, l'UNEFID, après une sombre magouille, lance le mouvement sur Paris XIII, mais très vite, tel un feu de poudre, il se développe et échappe à son contrôle malgré la mise en oeuvre de moyens considérables comme les médias.

En effet, fidèle à ses principes, l'UNEFID cherche un mouvement dont elle détient les rênes, donc où les étudiants ne décident pas. Après quelques jours de flottement nos syndiqués se ressaisissent, s'intègrent dans le mouvement avec la volonté de porter le débat à un niveau supérieur.

Avec le climat mis par l'UNEFID sur le syndicat-caca, les débuts ne sont pas aisés mais très vite les problèmes sont soulevés tel celui de la manipulation (UNEFID dans les médias et étudiants dits asyndicaux dans les AG) partout où notre intervention se fait, la question revendicative vient en force.

Nouvelle contradiction : Dans les amphithéâtres on se fait siffler et au travail au corps à corps on convint. Dans le même temps de nombreuses adhésions sont faites avec ceci d'intéressant qu'en général ce sont des étudiants qui viennent se syndiquer et non nous qui leur proposons.

Cette dernière semaine, le travail fait dans les AG, CG, CN, CP a été encore plus soutenu, ce qui fait que bon nombre de nos propositions sont adoptées, que bien souvent le débat démarre à partir de nos propositions. Ainsi, la chose est claire, le mouvement prend de la force dans la mesure où nous intervenons en force, dans la mesure où l'ensemble des étudiants récupère notre expérience, nos réflexions, nos revendications.

Actuellement, le rôle reconnu aux syndicats est celui de détonateur de moteur. Il doit être à l'origine du mouvement, être préventif et si besoin est, alors, la masse des étudiants décide de bouger. Tout cela est contre notre conception du syndicalisme. Nous on ne veut pas d'un syndicat élite où un petit nombre détiendrait l'information et le pouvoir de manipuler. Nous on construit, un syndicat de masse où chacun a sa place, où chacun doit décider, où chacun doit se prendre en charge. Or, force est de constater qu'involontairement, pris par les évènements, bien peu de travail a été fait en ce sens. Peu de réunions de syndiqués. Ainsi il se trouve des syndiqués en dehors du mouvement, d'autres agissent en dehors du syndicat ce qui conduit ceux qui restent à accomplir un effort démesuré et à ce rythme, on ne tiendra pas.

Politiquement ça se traduit par la démonstration qu'être organisé ne sert à rien, puisque de toute façon le petit nombre agit. Nous contribuons au développement de l'idée du syndicat élite.

Mais nous le savons, si nous allons dans ce sens, aucune perspective s'ouvre à nous. Nous sommes étudiants. Nous aurons des cours à rattraper, notre disponibilité ne pourra qu'aller décroissante.

Il nous faut donc plus que jamais, continuer les efforts faits jusqu'à présent pour la construction d'un syndicat fort, qui possède une capacité d'intervention efficace. Un syndicat fort, c'est quelque chose qui doit servir.

Ainsi partout, nous devons réunir nos syndiqués, nous organiser, tisser et la période permet un vaste réseau de relai, pour pouvoir intervenir rapidement avec le moins d'efforts. Faisons l'inventaire de tous les amphithéâtres, TD où se trouve au moins un syndiqué. Nous devons répertorier les endroits où notre intervention n'existe pas et y remédier.

En ce sens, un secteur organisation à été mis en place sous la direction de Vincent MARKIDES et d'Emmanuel MARIN pour le secrétariat, Frédéric GENEVEE et Dominique BOUILLAUD pour le BN.

Partout, nous devons avoir une intervention syndicale, être à l'initiative de forum par exemple, sur la protection sociale où participeraient syndicalistes, responsables ... Avoir une propagande à la hauteur que ce soit des affiches, des tracts, un journal local, la distribution du campus , le secteur propagande-publications doit être développé activement. Il est placé sous la direction de Marianne SUNER (secrétaire nationale) et de Obey AMENT, Laurence COLLIN, Béatrice GALLICIER (bureau national)

Partout nous devons avoir une activité financière à la hauteur. Comment expliquer qu'en temps ordinaire on a besoin de collecter pour le tirage de quelques milliers de tracts et qu'au moment où ce sont des centaines de milliers de tracts qui sont diffusés, point n'est besoin de sou ? Ainsi, l'initiative envers la population, les collectivités locales ... doivent être envisagées (exemple d'Orléans où il n'est pas rare que des magasins fassent des dons aux étudiants).

Le secteur finances est sous la direction de Xavier AKNINE (secrétaire national) et Olivier BONNET (bureau national).

Et si les médias ne se gênent pas pour faire de la désinformation, c'est aussi parce que en face, nous faisons bien peu de travail en cette direction. Ainsi, tous les jours, de chaque AGE doit partir un communiqué de presse de quelques lignes expliquant l'action de l'UNEF dans la journée. Dès qu'une attaque sournoise, dès qu'il y a désinformation flagrante, un communiqué doit partir de chaque AGE afin de remettre les choses à leur juste place. Le secteur presse sera sous la direction d'Eric CADORE (BN)

Enfin, et ce n'est pas le moindre, le secteur luttes. En effet, partout ou quasiment la seule alternative laissée aux étudiants est le choix entre la grève générale ou rien du tout. Ainsi, on assiste à une coupure grévistes-non grévistes, on assiste au fait que le mouvement appartient aux grévistes exclusivement. Ce sont ainsi des milliers d'étudiants non grévistes laissés pour compte y compris s'ils sont pour le retrait total du projet Devaquet. Or, nous en avons fait l'expérience, la diversification des modalités d'actions est source d'efficacité. Rappelons-nous les mois de mai-juin où le ministère a reculé par deux fois. Partout, à l'initiative de l'UNEF, des luttes se développaient, diverses mais fermes.

Il y a donc nécessité de réfléchir sur ce sujet de façon à investir tous les terrains. Ce secteur est sous la directionde Frédéric GEISSMANN et Fabienne SOULAS.

Dans chaque secteur, il faut qu'il y ait au moins une personne de chaque AGE. D'autre part, une permanence composée d'un secrétaire national et de deux membres du BN est assurée au BN. Il faut qu'un contact avec chaque AGE ait lieu tous les jours. En effet, les décisions sont souvent à prendre du jour pour le lendemain ce qui ne laisse pas le temps d'un envoi de courrier.

Emmanuel MARIN
secrétaire national

UNIVERSITE DE .....

Renseignements Généraux:

nombre d'Etudiants:

liste des centres:

liste des filières avec le nombre d'Etudiants année par année:

◊

◊

◊

◊

◊

◊

◊

◊

◊

◊

Sur le mouvement:

Coordination Nationale: ◊

◊

◊

◊

◊

(liste des membres, appartenance, pour ceux de l'UNEF, donner les coordonnées exactes avec les téléphones).

Comités de Grève (ou d'action): nombre de membres:

(liste des membres, appartenance, coordonnées de ceux de l'UNEF)

Commissions: -liste des différentes commissions

-liste des copains qui y participent

-quelle participation (chiffrée)

-portée du débat (revendicatif, défensif, ...)

Initiatives décidées en Assemblée Générale:

◊ celles qui se sont tenues (objet, participation, ...):

◊ celles qui sont prévues:

Sur le syndicat:

Bureau d'AGE: fréquence des réunions:
participation

Bureau d'Assoc: liste des membres par assoc. avec les coordonnées
fréquence des réunions
participation

Contact avec les syndiqués:

			fréquence	participation	portée du débat
courrier	oui	non			
journal	oui	non			
réunion	oui	non			
Ass Gal	oui	non			

Initiatives de l'AGE:

ampleur

tenues :

prévues:

Contact avec les étudiants: (tracts, journal, affichages, ...)

Nombre de syndiqués:

Nombre de copains dans la bataille:

A renvoyer au BN - Il nous servira pour évaluer l'influence de l'UNEF dans le mouvement.

LE TRAVAIL D'ORGANISATION DANS LE MOUVEMENT

La place de l'UNEF dans le mouvement étudiant est capitale. En effet, ce dernier ne tombe pas du ciel. Rappelons le collectif national de rentrée où nous avions défini deux objectifs :

* le retrait total du projet Devaquet;
* le réinvestissement de l'Etat dans nos universités.

Or, la dernière motion votée par la coordination nationale apparait l'idée d'un collectif budgétaire qui permettrait le réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur. Tout l'organisation doit donc continuer à s'investir dans les comités de grève, ce qui donne une cadre naturel aux associations UNEF. Pour réussir, il nous faut donc faire un gros travail d'organisation. Chaque bureau d'AGE doit établir un plan de travail :

1) contacter tous les adhérents par téléphone, courrier, journal;
2) réunir toutes les associations d'UFR et là où ce n'est pas possible, les associations générales. En effet, il ne faut surtout pas prétexter de la période et des évènements pour se passer de tous nos adhérents. Il y a encore trop d'AGE qui se limite à un petit comité, essayant de tout faire et bien sûr n'y arrivent pas. Notre nombre d'adhérents en augmentation est un capital dont on ne peut se passer.
3) Il faut que chaque AGE sache exactement le nombre de ses adhérents qui s'investissent dans le mouvement, ceux qui sont élus dans les comités de grève, à la coordination nationale... Il faut les contacter pôur permettre un travail en profondeur et mieux coordonner.

Plus que jamais, l'UNEF a besoin de riqueur, car elle est seule capable à donner un contenu revendicatif au mouvement. Aussi le bureau national a décidé de se doter d'un secteur organisation, mais son travail ne sera efficace que si il est relayé par les AGE, à tous les niveaux. Il faut aussi absolument que les informations parviennent au bureau national. Nous avons donc préparé un questionnaire qu'il faudra impérativement remplir et renvoyer.

Frédérick GENEVEE
Président de l'AGE Panthéon-Sorbonne

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'UNEF souhaite réaliser un film sur le mouvement étudiant de ces dernières semaines et sur l'action des syndiqués (dans les facultés, les manifestations ...)

Dans le cadre de la préparation des états généraux, la diffusion de ce film dans toutes les facultés serait un excellent support pour le développement de l'action du syndicat.

Mais la réalisation de ce film coûte cher. C'est pourquoi nous lançons un appel à la souscription pour y parvenir. Il serait souhaitable que chaque AGE réunisse la somme de **1.500 Frs** pour le financement de ce film. Il est un outil de propagande de qualité qui peut être l'occasion de nombreux débats dans les facultés avec sa projection. Rien de mieux pour bien s'expliquer sur le rôle du syndicat dans la préparation des états généraux.

Nous souhaiterions que ce film, dont la réalisation va coûter environ 70.000 Frs, soit disponible pour le mois de janvier. Dans chaque faculté, **une collecte auprès de chaque adhérent est réalisable** pour rassembler la somme.

Pour tous renseignements supplémentaires, téléphoner à Xavier ou Marianne au Bureau National.

Xavier AKNINE
Trésorier-administrateur

service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS
42 81 33 11

N/Réf : MS/ML/3045

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 5 DECEMBRE 1986 à 1H.15

Hier, plus d'un million d'étudiants et de lycéens ont manifesté dans la capitale et des centaines de milliers en province, pour le retrait sans condition du projet Devaquet.

Alors que cete évènement exprime une volonté très largement majoritaire, messieurs Devaquet et Monory n'ont pas voulu entendre les étudiants et lycéens en s'obstinant à maintenir ce projet, celui de la sélection et de l'inégalitarisme.

Non contents de cette attitude, ils ont choisi de répondre par la matraque en provoquant de violents affrontements à ceux qui cherchent à être simplement entendus.

Nous sommes tous déçus et en colère, mais il ne fallait pas s'attendre à ce qu'ils nous donnent cette victoire; il faudra l'arracher.

Il est malheureusement regrettable que cette juste colère ait conduit certains groupes d'étudiants à des affrontements inutiles qui risquent de discréditer le mouvement qui était jusqu'alors respecté pour son sérieux, pour sa responsabilité.

Il n'y a pas de tâche plus urgente, plus importante que les assemblées générales des universités qui sont souveraines se réunissent, ainsi que la coordinatio nationale pour continuer l'action en diversifiant les formes et en l'élargissant.

service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS
42 81 33 11

N/Réf : MS/ML/3050

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 7 DECEMBRE 1986

Devant l'ampleur du mouvement étudiant et lycéen du 4 décembre, voyant qu'il n'avait plus d'autre solution pour y faire face que de retirer son projet, le gouvernement a délibérément choisi d'employer la répression en allant jusqu'à tuer pour tenter de diviser et d'intimider le mouvement.

L'UNEF appelle toutes le sorganisations ayant pour souci de défendre la démocratie et les libertés, ainsi que tous les étudiants, à participer à la

manifestation du MERCREDI 10 DECEMBRE 1986
décidée par la coordination nationale

D'autre part, nous invitons à mettre en deuil toutes les universités en disposant au fronton de leur entrée un grand minceul noir, ainsi qu'à participer à la

JOURNEE DE DEUIL NATIONAL
décidée pour LUNDI 8 DECEMBRE par la coordination

La violence et les manoeuvres politiciennes de ceux qui veulent imposer une université sélective et inégalitaire régie par la loi de l'argent, n'ont pas entamé la détermination consciente de l'immense mouvement étudiant et lycéen qui s'est manifestée contre le projet Devaquet. Le plus bel hommage que nous puissions rendre à Malik n'est-il pas d'obtenir le retrait définitif du projet Devaquet-Monory ?

L'UNEF appelle tous les étudiants et les lycéens à rester unis et vigilants contre le projet Devaquet-Monory, à ne pas laisser dévoyer ou récupérer le mouvement responsable qu'ils ont créé et à s'organiser dans les assemblées générales et la coordination tionale pour poursuivre, amplifier et diversifier leur action dans le calme et la détermination.

ENSEMBLE, TRAVAILLONS A CONSTRUIRE UNE UNIVERSITE JUSTE, LIBRE,
DE QUALITE, REPONDANT A NOS ESPOIRS ET AUX ENJEUX DE L'AVENIR

service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS

42 81 33 11

N/Réf : MS/ML/3049

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 8 DECEMBRE 1986 à 14 H.30

L'UNEF appelle toute la jeunesse à maintenir la journée de deuil national, décidée par la coordination nationale.

Nous réaffirmons la coordination nationale des étudiants comme structure de négociation privilégiée avec le gouvernement.

Nous lançons un appel à toutes les assemblées générales d'étudiants pour établir elles-mêmes des projets de loi. En effet, pour ne pas laisser le gouvernement libre de nous imposer un autre projet de loi sur l'enseignement supérieur, il est primordial que la coordination nationale établisse son projet pour servir de base à toute négociation.

COMMUNIQUE A TF1, ANTENNE 2, FR 3
8 décembre 1986 à 20 h.15

Le mouvement étudiant vient de remporter une victoire sans précédent en gagnant le retrait du projet devaquet.

Maintenant il devient possible d'entreprendre de construire une université juste, libre, de qualité, répondant à nos espoirs et aux enjeux de l'avenir.

MESSAGE DE L'UNEF
A LA MANIF DU 10 DECEMBRE

La manifestation d'aujourd'hui marque avec grandeur, la fin de la première manche. Une première manche victorieuse mais qui sera marquée à tout jamais par la repression policière qui nous prive aujourd'hui de Malik. Puissions-nous ne jamais assez exprimer notre solidarité à nos camarades victimes de la violence et à leurs familles.

Aujourd'hui, une deuxième manche s'engage. Nous avons gagné le retrait du texte, gagnons son retrait dans les faits, dans chacune de nos universités. Il s'agit donc de préserver la force dont le mouvement étudiant et lycéen s'est doté pour travailler, tous ensembles, unis et solidaires, à construire l'université et l'école dont nous avons besoin.

DECLARATION DE MONORY

(5.12.86)

VOICI le texte intégral de l'allocution prononcée hier par le ministre de l'Education nationale, René Monory : « Je m'adresse à vous au nom du gouvernement.

« Le premier ministre m'a demandé de prendre directement en main le dossier universitaire. J'ai l'intention de le faire à ma manière et à mon rythme, pour mettre en œuvre les objectifs qui sont ceux du gouvernement dans cette grande affaire pour la France.

« A ma manière : cela signifie que s'ouvre le dialogue avec toutes les parties concernées par l'enseignement supérieur : les plus hautes autorités scientifiques, les présidents d'université, les enseignants et leurs représentants, les étudiants et leurs représentants, tous ceux qui ont leur mot à dire dans ce domaine fondamental.

« A mon rythme : cela signifie que j'aborde ce problème avec pragmatisme et bon sens.

« Je constate qu'aujourd'hui, dans un certain nombre d'universités, la loi de 1984 n'est pas appliquée. Il faut donc faire adopter très vite le statut qui permette de faire sortir toutes les universités du provisoire. Certaines dispositions de la loi que propose le gouvernement vont dans ce sens : je m'efforcerai de les faire adopter dans les meilleurs délais par l'Assemblée nationale et le Sénat.

« Pour les autres dispositions du projet, notamment toutes celles qui concernent les droits d'inscription, les diplômes et l'orientation des étudiants, on n'en débattra pas pour le moment au Parlement. Je m'en tiens à ce qui existe.

« Dans cette matière, les objectifs du gouvernement sont clairs et je regrette que l'important travail accompli par Alain Devaquet n'ait pas été mieux compris par l'opinion.

« Quels sont ces objectifs ? Premièrement : augmenter l'accès des jeunes à l'université. Deuxièmement : augmenter la réussite des jeunes dans l'université. Troisièmement : augmenter l'efficacité de l'université dans la vie du pays. En un mot, faire une politique universitaire de démocratie et de qualité.

« Maintenant, en ce qui concerne les lycées, je tiens à dire ceci : j'ai entrepris une réflexion et une consultation sur les lycées pour conduire le plus grand nombre possible de jeunes au baccalauréat. Aujourd'hui, cette consultation est loin d'être achevée et aucune mesure ne sera prise si elle ne recueille un large consensus.

« Et dès maintenant, j'affirme que la rentrée 1987 se fera dans les mêmes conditions que la dernière rentrée. Que les jeunes et leurs parents se rassurent, tous les bacheliers pourront, s'ils le désirent, entrer à l'université.

« Tout cela suppose, pour y parvenir, qu'un vaste plan d'accompagnement afin de recruter les personnels et d'accroître les capacités d'accueil soit mis en place par le gouvernement. Il le sera.

« J'aimerais maintenant m'adresser aux jeunes, étudiants et lycéens qui m'écoutent. Je voudrais vous parler avec mon cœur, je comprends très bien votre angoisse en ce qui concerne votre emploi et plus généralement votre avenir. Il faut que vous sachiez que le gouvernement fait tout son possible pour vous donner le plus de chances de réussir dans la vie. Naturellement, cela il ne veut pas le faire contre vous, il veut le faire pour vous et bien mieux encore, il veut le faire avec vous. L'éducation et la formation sont les principales richesses de notre pays, le corps enseignants les parents, les étudiants et les élèves sont tous avec moi en charge de cette richesse. Sachons nous en montrer dignes, que chacun se mette au travail pour que l'éducation nationale soit la grande chance de la France. »

L'HUMANITE DU 6 DEC 86.

ANALYSE DE LA DECLARATION DE MONORY DU 5 DECEMBRE 1986

Face à l'ampleur de la manifestation du 4 décembre et après la répression policière, le gouvernement recule : "pour les autres dispositions du projet, notamment toutes celles qui concernent les droits d'inscription, les diplômes et l'orientation des étudiants, on n'en débattra pas pour le moment au Parlement."

ce recul n'est pas significatif dans la mesure où les quelques points retirés peuvent faire l'objet de décrets (exemple : droits d'inscriptions).

Tout reste à gagner puisque Monory n'a pas encore annoncé le retrait pur et simple. Au contraire, il reste déterminé puisqu'il fera tout "pour mettre en oeuvre les objectifs qui sont ceux du gouvernement."

Mr MONORY réaffirme sa volonté de "faire une politique de démocratie et de qualité" en "augmentant l'accès des jeunes à l'université", en "augmentant la réussite des jeunes dans l'université" et en "augmentant l'efficacité de l'université dans la vie du pays."

On peut constater que ces objectifs sont aussi ceux de l'UNEF mais ils sont en complète contradiction avec le projet de loi.

Par exemple : comment permettre l'accès de plus de jeunes à l'université quand il est prévu dans la loi de sélectionner les bâcheliers selon "des aptitudes requises et des capacités d'accueil de l'établissement" (art. 31)

Pour faire accepter les autres mesures, il prétexte la non application de la loi de 1984, notamment au niveau des statuts.

D'une part, personne n'empêche le ministre de faire appliquer partout la loi de 1984, d'autre part, sa réforme n'est que négative pour les étudiants (exemple : représentation des étudiants dans les organes décisionnels, financement des universités;)

Pour finir, il n'en est pas à une contradiction près en affirmant que "la rentrée 1987 sera identique à la rentrée 1986 et que tous les bâcheliers pourront s'ils le désirent, entrer à l'université."

Rappelons qu'en juillet sur les chaines d'inscription, des centaines de bâcheliers n'ont pu être inscrits et qu'il n'affirme pas que chaque bâchelier pourra s'inscrire dans l'université et la filière de son choix.

Autre contradiction : alors que le budget de l'éducation nationale est en baisse, il veut tenter de nous faire croire que du personnel sera recruté et que les capacités d'accueil seront accrues.

Mr MONORY pense-t-il à un collectif budgétaire ?

Face à la détermination et aux contradictions du gouvernement, nous ne pouvons qu'exiger le retrait du projet Devaquet en amplifiant le mouvement.

MOTIONS

(2 DECEMBRE 1986)

La coordination nationale, réunie hier, a adopté la déclaration suivante :

"La coordination nationale des universités en grève prend acte de la décision du gouvernement et de la déclaration de Jacques Chirac, qui maintient le projet de réforme Devaquet tout en le remettant, "pour réécriture", à la commission des affaires culturelles du Parlement.

La coordination déclare que cela ne répond en aucun cas à l'exigence scandée par des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens dans toute la France : "retrait du projet Devaquet", affirme que nous ne saurions nous satisfaire d'amendement sur ce projet et que nous nous opposons à l'esprit global plus qu'à des points précis : l'université, n'est pas une entreprise, elle ne peut pas être régie par les lois du marché. De plus, la coordination affirme qu'il s'agit d'une manoeuvre du gouvernement pour diviser notre mouvement.

En conséquence, nous réaffirmons :

1° grève générale, avec occupation partout où c'est possible, jusqu'au retrait total du projet Devaquet-Monory.

2° Manifestation nationale du 4 décembre à Paris, de la Bastille à l'Assemblée de toute l'éducation nationale, au terme de laquelle nous appelons l'ensemble des manifestants à attendre que M. Devaquet, en personne, vienne donner sa réponse, sur place, aux manifestants.

En conséquence, nous décidons :

1° De mandater et d'élire un collectif d'au moins dix membres, révocables à tout moment par la coordination nationale, elle-même, comme unique porte- parole du mouvement.

2° De mandater et d'élire une délégation de vingt personnes (dix Paris, dix province). Accompagné par la manifestation nationale, le mandat exclusif de cette délégation est d'exiger le retrait du projet devaquet, d'écouter la commission des affaires culturelles et Devaquet pour en rendre compte aux étudiants.

3° La coordination condamne toute association ou faculté qui rencontrerait le gouvernement en dehors du mouvement.

4°) La coordination appelle à expliquer notre mouvement à tous les enseignants mais aussi à tous les lycéens et leurs parents, ainsi qu'à tous ceux qui se sentent concernés, acr notre combat est celui de l'égalité et du droit aux études pour tous.

5° Dans toutes la France, les étudiants avec les lycéens diront :
- égalité de tous devant le droit aux études;
- inscription de tous les bâcheliers dans la filière de leur choix;
- libre inscription en licence des titulaires du DEUG et du DUT;
- maintient sans équivoque des diplômes nationaux;
- droits d'inscription non prohibitifs fixés nationalement et sans fourchette;
- égalité des étudiants français et étrangers;
- réengagement financier de l'Etat dans les CROUS et à l'université, notamment par la réunion d'un collectif budgétaire;
- remise en cause des applications anticipées du projet de loi devaquet;
- maintien du statut des non-bâcheliers et des étudiants salariés;

6° Une coordination nationale des universités en grève se réunira jeudi 4 décembre, après la manifestation, pour faire le point.

Appel à toute la population

Appel aux parents et aux enseignants

Le Jeudi 4 Décembre, un Million d'étudiants et de lycéens manifestaient dans le calme et la bonne humeur pour exiger le retrait du projet Devaquet.

Messieurs Monory et Devaquet ont opposé un refus à la délégation d'étudiants et de lycéens représentant la manifestation. Monsieur Monory avait toutes les possibilités pour satisfaire les aspirations de la jeunesse, il a laissé passer une chance de dialogue. Il n'a répondu que par le mépris et la repression.

Jeudi 4 Décembre, des dizaines d'étudiants ont été blessés, dont 3 grièvement.
Samedi 6 Décembre entre 0H30 et 2H, notre copain Malik, de Dauphine, est mort.

Un Million n'a pas suffit. Face à la repression, face à l'entêtement du gouvernement, la coordination nationale des étudiants lance un appel aux parents, aux enseignants, à toute la population.

A la violence policière, les étudiants repondent dans le calme en poursuivant la grève générale des universités jusqu'au retrait total du projet Devaquet-Monory. Nous demandons que les coupables de cette violence soient jugés et sanctionnés.

Tout doit être mis en oeuvre pour que la repression cesse, pour que le gouvernement réponde aux aspirations de toute la jeunesse.

Nous appelons l'ensemble des étudiants, lycéens et la population à manifester de façon non violente et pacifiste, le 10 Décembre à 14h.

Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales à nous rejoindre dans l'action en organisant une grève générale dans tout le pays, le 10 Décembre, pour dire:
- Retrait du projet Devaquet
- Non à la repression; défendons tous ensemble, la liberté de manifester.

Ensemble, par la solidarité et dans l'unité, faisons céder le gouvernement.

Coordination Nationale du 6 Décembre 1986

Motion de la coordination nationale du 6 Décembre 1986:

1°) La coordination nationale des universités en grève et en lutte, réunie le Samedi 06 Décembre au soir, constate que les manifestations du 4 Décembre ont permis à toute une génération de descendre dans la rue pour demander le retrait total et définitif du projet Monory-Devaquet.

2°) Mais à ces manifestations pacifiques, le gouvernement a décidé d'opposer la repression policière. Il porte seul la responsabilité de tous les incidents qui ont pu s'ensuivre.

3°) Aujourd'hui, la jeunesse est en deuil. Malik, étudiant de 22 ans, a été sauvagement assassiné par des policiers. Plus que jamais, le mouvement étudiant ne doit faire qu'un seul bloc.

4°) Dès Lundi 8 Décembre, dans toute la France, la jeunesse en deuil manifestera, dans le calme et le recueillement. Pendant une semaine, la jeunesse portera un brassard noir en signe de deuil.

La coordination nationale lance un appel solennel à toute la population pour que mercredi 10 Décembre, jour de réunion du conseil des ministre, elle manifeste à travers tout le pays son indignation face à la repression, et sa volonté de voir retiré définitivement le projet Devaquet-Monory dans son entier.

Le bureau issu de la coordination nationale reçoit de celle-ci le mandat pour rencontrer les directions nationales des organisations syndicales, associations et organisations démocratiques afin de les inviter :

1- à soutenir formellement le mouvement étudiant contre le projet Monory-Devaquet

2- à appeler à la grève générale et à manifester partout en France le mercredi 10 Décembre, en soutien au mouvement et contre la repression.

La coordination nationale par ailleurs rapelle que beaucoup d'écoles ne sont pas sous la tutelle du ministère de l'Education Nationale. Ces écoles sont aussi concernées par la loi Devaquet-Monory. La coordination nationale soutient ces écoles et mettra tout en oeuvre au niveau des autorités concernées afin qu'elles ne soient pas sanctiuonnées et que leursrevendications soient écoutées.

5°) Le bureau de la coordination nationale demande que lui soit accordé à la télévision un droit de reponse à l'intervention télévisée de Monory. La coordination demande la constitution d'une commission d'enquête indépendante formée d'universitaires, d'avocast, sur les evênements survenus depuis le Jeudi 4 au soir. La coordination appelle à l'organisation d'une collecte dans toute la France, afin que les sommes réunies soient versées aux étudiants et lycéens blessés, qui pourraient avoir des problèmes avec leurs assurances.

6°) La coordination nationale s'adresse à la conférence permanente des présidents d'universités pour étudier les modalités de report, d'aménagement du contrôle continu, et des examens. Par ailleurs, les assemblées générales d'universités doivent travailler dans ce sens pour que l'ensemble des étudiants ne soit pas pénalisé.

7°) Il y a plus que jamais, dans notre lutte, de la défense des principes des droits démocratiques. Ceci est indissociable de la poursuite du co~bat pour l'égalité de tous devant le droit aux études. En conséquence, la coordination nationale réaffirme la nécessité ardente de poursuivre les actions, selon les formes décidées par les assemblées générales , pour le retrait total et définitif du projet Monory-Devaquet. La diversification des types de luttes peut nous amener à envisager des actions nouvelles, comme par exemple que chacun écrive tous les jours à Matignon, qu'on fasse signer par toute la population des pétitions contre la repression et et pour le retra t du projet, d'envisager massivement lettres, télégrammes, colis vides au ministère de l'Education Nationale, qu'on peut aussi submerger d'appels téléphoniques, de faire s'inscrire, de façon massive, les jeunes sur les listes électorales, demanderde retirer l'arge t des comptes bancaires, d'échanger sans arrêt des chèques d'un montant dérisoire p ur bloquer les banques, de diffuser largement des journaux étudiants...

La coordination nationale appelle les étudiants qui ont tous des idées sur le fonctionnement et les missions de l'université, à élaborer des propositions en vue d'une synthèse

future, pour ouvrir des perspectives pour l'université de demain.

De plus, la coordination nationale condamne toute association ou fac qui rencontrerait le gouvernement en dehors du mouvement. Elle réaffirme le point 5 de la motion du Mardi 2 Décembre, en ajoutant à son alinéa 7 , les mots "dans la sécurité sociale étudiante", et en ajoutant un alinéa disant "maitien de la représentation étudiante dans les conseils d'université".

8°) Nous demeurons pacifistes, c'est là ce qui fait la crédibilité et la force de notre mouvement.

9°) Nous sommes par dessus tout unis. Notre détermination est intacte.

10°) Nous obtiendrons le retrait total et définitif du projet Monory-Devaquet. De ce projet, en effet, nous ne contestons pas quelques points isolés, mais la logique générale.

* * * * * *

Motion votée par la coordination nationale, réunie le 11-12-86 à Jussieu:

Le mouvement de grève générale des universités, dans l'unité avec les lycéens a atteint son but: le retrait total du projet Devaquet.

Les étudiants ont décidé la reprise des cours, les comités de grève se sont dissouts de fait; la Coordination Nationale des universités en grève est dissoute à compter de ce jour en lançant ce dernier appel.

Mais hier, encore à plusieurs centaines de milliers de personnes nous disions "plus jamais ça", concrètement, cela veut dire que les étudiants restent vigilants:

1°) Par rapport à la repression policière, notamment en soutenant la création d'une commission d'enquête indépendante qui fasse la lumière sur les violences policières, trouve les responsables afin qu'ils soient condamnés.

2°) Par rapport à toute tentative de mise en place ou d'application anticipée du projet de réforme , de décrets ou d'ordonnances, équivalents ou aliant dans le sens de ce qui vient d'être retiré.

La coordination nationale propose la réunion d'etats généraux de l'enseignement supérieur incluant les grandes écoles et les écoles dépendant du Ministère de la culture, avec comme bases revendicatives minimales, les 10 points votés par les précédentes coordinations:

- Egalité de tous devant le droit aux études
- Inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix
- Libre inscription en licence des titulaires du DEUG et du DUT
- Maintien sans équivoque des diplômes nationaux
- Droits d'inscription non prohibitifs fixés nationalement et sans fourchette
- Egalité des étudiants français et étrangers
- Réengagement financier de l'etat dans les CROUS, dans la sécurité sociale étudiante et à l'université, notamment par la réunion d'un collectif budgétaire
- Remise en cause des applications anticipées du projet de loi Devaquet
- Maintien du statut des non bacheliers et des étudiants salariés
- Maintien de la représentation étudiante dans les conseils d'université

Et préparés localement sous des formes déterminées par chacune des universités, courant du mois de Mars.

Aucune concertation entre les étudiants et le gouvernement ne serait valable avant la réunion des états généraux.

Donc, il est clair que pour nous tout n'est pas fini car si demain il faut se défendre, nous ne repartirons pas de zéro; plus rien ne sera comme avant.

"LES PARENTS PAUVRES DU MOUVEMENT"

Il se développe depuis plus de quinze jours un mouvement d'étudiants et de lycéens contre le projet de loi devaquet-Monory. Mais cette politique de l'éducation du gouvernement va de pair avec un désengagement de l'Etat dans l'éducation nationale qui est intervenu dès le précédent gouvernement. C'est pourquoi l'UNEF ne se contente pas de revendiquer le retrait du projet de loi Devaquet-Monory, nous proposons également :

* Un réinvestissement de l'Etat dans les oeuvres sociales (sécurité sociale, bourse, CROUS)

* Une augmentation du budget de l'enseignement national; il faut savoir que la France a l'un des budgets de l'éducation nationale les moins importants d'Europe. A ce propos, l'université manque de moyens : manque de salles, d'amphithéâtres, d'enseignants, de personnels de service.

* Un meilleur accueil des étudiants étrangers et une égalité des chances d'obtention de dérogation entre étudiants étrangers et français.

Ainsi à Rouen, nous avons défendu une quinzaine de cas d'étudiants étrangers n'ayant pas reçu d'avis favorable pour une seconde dérogation. Ce problème des étudiants étrangers va de pair avec le manque de moyens des universités.

* Un plus grand investissement de l'Etat dans leC.I.O. et l'Onisep : il faut savoir que beaucoup d'échecs sont dûs à un manque d'informations sur les possibilités de filières d'études que peuvent choisir les futurs bâcheliers.

Pour conclure, il faut dire que les lycéens et les étudiants ne luttent pas uniquement contre un projet de loi inique, mais ils se battent aussi pour =

- le droit aux études pour tous;
- l'égalité des chances de réussite;
- de meilleures conditions d'études.

WASYLYSZYN Nicolas
Vice-président de l'AGER-UNEF-Rouen

"ILS ONT TUE"

Le jeudi 4 décembre, 1 million d'étudiants et lycéens ont manifesté à Paris, de la Bastille aux Invalides, et 300.000 en province pour exprimer leur refus total du projet Devaquet.

Mais cela n'a pas suffit. Non seulement le gouvernement refusait de retirer son projet de loi, mais au moment où les délégations étudiantes sortaient du ministère et de l'Assemblée Nationale, les "forces de l'ordre" chargeaient les manifestants. Le bilan est de 3 blessés graves, une petite centaine de blessés légers et 70 arrestations.

Cela a suscité une grande colère chez les étudiants. Cependant, le plus grave n'était pas encore arrivé. Vendredi soir, après avoir évacué la Sorbonne, les C.R.S. ont de nouveau chargé, accompagné des brigades mobiles. **Là, c'est Malik, 22 ans qui est mort, mattraqué.**

L' indignationest très grande dans la population française et en particulier chez les étudiants.

Il est malheureusement regrettable que la juste colère des étudiants ait conduit certains d'entre eux à des affrontements inutiles qui risquent de discréditer le mouvement.

Maintenant que Malik est mort et que le lundi 8 décembre fut une journée nationale de deuil, le plus bel hommage que nous puissions lui rendre n'est-il pas d'obtenir le retrait définitif du projet Devaquet/monory ?

Pierre-Marie PERINETTI

Stage National

De part la qualité des deux stages précédent, la demande des A.G.E est très forte. malheureusement, nous ne pourrons prendre plus de trente stagiaires. Nous rappelons que ce stage s'adresse aux directions d'AGE voire d'Association uniquement.

THEMES:
- L'Organisation du syndicat
- La protection sociale
- Les formations
- L'analyse du mouvement étudiant et ses perspectives

DU 2 AU 6 JANVIER 1986

Une circulaire précisant le lieu, les modalités, le déroulement du stage sera envoyé aux stagiaires la semaine prochaine.

A.G.E :.....

Nom:.....
Prénom:.....
Adresse:.....
.....

Joindre un chèque à l'ordre de l'UNEF

- 400 Frs pour Paris
- 300 Frs pour la Province

MESSAGES DE SOLIDARITE

SECTIONS SYNDICALES CGT CCE SNCF SOLIDAIRES MOUVEMENT ETUDIANTS-LYCEENS CONTRE PROJET DEVAQUET AVEC VOUS CONTRE SELECTION PAR L'ARGENT ET UNIVERSITES A DEUX VITESSES POUR UNIVERSITES DEMOCRATIQUES VOS LUTTES ET NOS LUTTES POUR L'EMPLOI, METIER, FORMATION CONVERGENCES

COL 72 PARIS09 ETUDIANTS-LYCEENS L'ARGENT L'EMPLOI, METIER,

SUITE A UN ARRET DE TRAVAIL LE PERSONNEL DE NCA BONDY SOUTIENT VOTRE LUTTE EXIGEANT LE RETRAIT DE LA LOI MONORY. ILS CONDAMNENT LA REPRESSION POLICIER
E ET LES MANOEUVRES DES PROVOCATEURS

MOTION DE SOUTIEN

Les sections syndicales CGT de PACIM (Paris. Archives. Centre International Marcel 61, rue des Archives 75003 PARIS) apportent tout leur soutien à l'UNEF dans la lutte exemplaire que vous menez contre le projet de loi Devaquet.

Paris, le 3/12/86.

Pour la CGT.

Section Interurbain - Archives
CGT Syndicat des Télécommunications
de la Seine

Fédération Française des Motards en Colère !

Communiqué de Presse

Vendredi 5 décembre 1986

SOLIDAIRE DES ETUDIANTS, LE MOUVEMENT MOTARD REAGIT PAR LA VOIX DE LA FFMC

En effet, les événements qui se déroulent actuellement en France et qui touchent les jeunes étudiants ne peuvent laisser insensibles les autres mouvements de jeunes qui, si leurs problèmes sont différents, rencontrent les mêmes difficultés à être entendus du pouvoir politique. De même, les discriminations et la sélection qui s'opèrent dans l'assurance vis-à-vis de plusieurs millions de jeunes conducteurs montrent que le fond nous rassemble, comme il rassemble d'autres mouvements de jeunes organisés en dehors des partis et des syndicats.

Il serait donc grand temps que l'ensemble de ces mouvements se réunissent pour discuter ensemble, et faire des propositions pour des actions qui conduiraient les pouvoirs publics à prendre en compte la jeunesse sous d'autres formes que la répression. De même, la démocratie consisterait à placer la négociation et la concertation avant la prise de décision et non après, comme c'est en grande majorité le cas.

Nous apportons ainsi notre totale solidarité aux étudiants, en amenant l'idée d'une réflexion commune sur l'avenir des jeunes en France et les problèmes qui se posent à eux.

Enfin, nous allons élaborer une lettre ouverte qui sera envoyée à tous les partis politiques et syndicats pour les inciter à se remettre en cause, car si les jeunes, aujourd'hui, refusent en grande majorité le débat politicien, c'est que les structures politiques n'ont pas su s'adapter à notre époque et susciter une prise de conscience politique chez les jeunes de notre pays.

J.M. MALDONADO, porte-parole national.

SNUI

SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

80-82, rue de Montreuil 75011 Paris
Tél. (1) 43.48.48.43
CCP Paris 14.398-35 U

Paris, le 5 Décembre 1986

Chers Camarades,

Leur travail contribuant à alimenter le Budget de l'Etat, les agents des Impôts sont bien placés pour juger des grandes inégalités qui perdurent dans notre société et s'aggravent depuis 9 mois. Ils ont notamment remarqué qu'on dépensera plus en 1987 pour l'armée que pour les 14 millions d'élèves et d'étudiants.

Dans son XVIe Congrès, le S.N.U.I. s'était engagé à lutter contre le désengagement de l'Etat dans nombre de ses missions fondamentales, dont l'éducation.

Depuis la rentrée, les projets destabilisateurs se sont multipliés portant gravement atteinte à l'ensemble du service public. Le S.N.U.I. s'est engagé sans réserve dans la grève du 21 Octobre, il a ensuite soutenu l'action du 23 Novembre pour l'avenir de la jeunesse, c'est tout naturellement qu'il apporte aujourd'hui son soutien à la lutte des étudiants et lycéens contre le projet de Loi DEVAQUET.

- L'égalité de tous devant le droit aux études,
- la libre inscription des bacheliers dans une université démocratique,
- la fixation d'un droit d'inscription juste et unique,

sont des préoccupations pour l'ensemble du monde du travail et pour tous ceux qui y entreront demain.

Après avoir cherché à gagner du temps et escomptant sur l'essoufflement du mouvement, le Gouvernement a montré hier soir son vrai visage.

Dans une phase désormais plus difficile, notre organisation syndicale vous souhaite le succès dans l'unité, richesse essentielle du mouvement auquel vous participez.

Le Secrétaire Général

B. LAGARDERE.

42

INTER ...

LONDON/LM 32/29 1U 1604

UNES
72 RUE DE CLICHY
(75009)PARIS
PARISNEUF

CONGRATULATIONS STOP A VICTORY FOR ONE IS A VICTORY FOR ALL STOP
SOLIDARITY AND FRATERNAL GREETINGS FROM
THAMES POLYTECHNIC STUDENT UNION LABOUR CLUB.

BARCELONA/IF 26/22 1U 1930

UNEF
72 RUE DE CLICHY
75009/PARIS
PAY

SALUDOS FRATERNALES VUESTRO EJEMPLO ALUMBRA EL CAMINO
DEL MOVIMIENTO ESTUDIANTIL EUROPEO
COORDINADORA DE ESTUDIANTES DE CATALUNA

BONN/IF 59/51 1U 1520

UNEF BUREAU NATIONALE
72 RUE DE CLICHY
(75009)PARIS
PARISNEUF

STUDENTINNEN UND STUDENTEN FUEHREN IN DER BUNDESREPUBLIK
EINE ENGAGIERTE AUSEINANDERSETZUNG GEGN DIE KONSERVATIVE
REGIERUNG DIE CHANCENGLEICHHEIT MUSS BEI EUCH UND BEI UNS
ERHALTEN BLEIBEN DASS DESHALB EIN MENSCH STERBEN MUSSTE
HAT UNS BETROFFEN GEMACHT DENNOCH ZEIGT UNS EUER
KAMPF DAS GEMEINSAMES HANDELN ERFOLG HAT.

SUITE MORT TRAGIQUE NOTRE COLLEGUE ETUDIANT SURVENUE DURANT
MANIFESTATION ETUDUANTE PARIS REPRIMEE PAR POLICE SECRETARIAT UNION
INTERNATIONALE DES ETUDIANTS EXPRIME CONDOLEANCES NOM COMMUNAUTE
ETUDIANTE INTERNATIONALE DEMOCRATIQUE PROGRESSISTE NOUSNOUS
SOLIDARISONS AVEC VOUS POUR SATISFACTION DE VOS DEMANDES JUSTES
FONDEES DANS DEFENSE INTERETS MOUVEMENT ETUDIANT FRANCE POUR
MEILLEUR ET DEMOCRATIQUE SYSTEME EDUCATION SOUTENONS DEMANDE
POUR RETRAIT PROJET LOI EDUCATION
SECRETARIAT UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS

HABANA 51741 10 1108

UNEF
72 RUE DE CLICHY 75009
PARIS
FAY

ESTUDIANTES LATINOAMERICANOS Y CARIBENOS EXPRESAMOS IRRESTRICTA SOLIDARIDAD LUCHA ESTUDIANTES FRANCESES DEFENSA DERECHOS DEMOCRATICOS SALUDAMOS VICTORIA ESTUDIANTIL RETIRO PROYECTO GUBERNAMENTAL SEGUROS ESTUDIANTES FRANCESES NO PERMITIRAN ARREBATEN DERECHOS CONQUISTADOS HISTORICAS JORNADAS LUCHA FRATERNALMENTE
SECRETARIADO PERMANENTE OCLAE

LA FEDERATION CANADIENNE DES ETUDIANTS(ES) REPRESENTANT 400,000 ETUDIANTS(ES) AIMERAIT FAIRE PART DE SON APPUIE AUX ETUDIANTS(ES) FRANCAIS(ES) DANS LEUR JUSTE LUTTE CONTRE LA LOI DUVAQUET.
LA FEDERATION CANADIENNE DES ETUDIANTS(ES)

THE STUDENTS UNION OF THE POLYTECHNIC OF CENTRAL LONDON SENDS ITS BEST WISHES OF SOLIDARITY IN YOUR CAMPAIGN FOR UNIVERSITY EDUCATION

SECRETARIAT DE L'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS EXPRIME SOLIDARITE AVEC LUTTE DES ETUDIANTS FRANCAIS AVEC A LEUR TETE L'ORGANE COORDINNATEUR NATIONAL CONTRE LOI DEVAQUET ET POUR DEMOCRATIE ET DROITS ETUDIANTS STOP MOUVEMENT INTERNATIONAL DES ETUDIANTS EST SOLIDAIRE AVEC VOUS COLLEGUES FRANCAIS ET NOUS VOUS SOUHAITONS

PGE2
SUCCES DANS LUTTE POUR VOS REVENDICATIONS
SECRETARIAT UIE

MESSAGE DU LYCÉE CHATEAUBRIAND DE ROME

Nous, élèves du lycée Chateaubriand, nous déclarons solidaires du mouvement de protestation contre la loi Devaquet sur l'enseignement supérieur.

Nous engageons donc une grève qui commence ce matin même à 7h 15 et qui se poursuivra parallèlement au mouvement étudiant français.

Signés :

1) les terminales :

[illegible]

Caroline Schneider A.

Patrizia [illegible]

Valérie de Polkay [illegible]

suivent 300 autres signatures.

FELICITATIONS AUX ETUDIANTS DE FRANCE POUR LEURS MANIFESTATIONS NOUA EXPRIMONS NOTRE SOLIDARITE AVEC VOTRE LUTTE. NOS CONDOLEANCES TOUR LA MORT TREMATURE DE VOTRE CAMARADE. SON COURAGE CONTINUERA A NOUS INSPIRE

MACQUARIE UNIVERSITY STUDENTS COUNCIL AUSTRALIA

COL 72 75009 PARISFRANCE

WESIB

Du 1 au 3 Novembre l'"UNEF" a participé à Londres à un séminaire sur le thème:"Les femmes dans l'enseignement superieur" organisé par le WESIB(West European Student Information Bureau)

Ce bureau d'information créé en 1980-81,regroupe un bonne partie des orgas de l'Ouest et organise 2 seminaires par an;en 1986 le premier se tint à Vienne sur le thème:"Les étudiants comme groupe de pression dans la société"

Le WESIB comporte 2 sortes de membres:'à part entière'ou'associé',le premier pouvant voter lors des reunions des membres.

Dans la mesure où nous connaissons des attaques convergentes contre notre droits aux etudes,la protection sociale.....il est important et interessant pour l'"UNEF" de participer à ce Bureau qui en n'aucun cas ne represente une structure ou une organisation internationale mais uniquement un'lieu' *d'information* ,c'est pourquoi l'"UNEF" est devenue membre associe le 1 Novembre.

Le 3 Novembre à Londres l'"UNEF" et le POFDE (organisation pan-chypriote des étudiants) se sont rencontrés.Les deux délégations se sont mutuellement informées sur la situation dans leur pays et des luttes menées; en particulier le POFDE a souligné sa bataille pour la construction d'une Université à Chypre (inexistante aujoud'hui) qui permette de rassembler les communautés.

A l'issue de la rencontre un communiqué commun a été elaboré

Le 31 Octobre à Londres l'"UNEF" et le NUSUK(union nationale des etudiants du Royaume-Uni) se sont rencontres.

Les discussions ont porte sur le Meeting Europeen,le Wesib,les questions de la Paix et de l'apartheid.

R E N C O N T R E N A T I O N A L E C O N T R E L'A P A R T H E I D

26 rue Emile Raspail 94110 ARCUEIL

Pierre André ALBERTINI est emprisonné au secret en Afrique du Sud depuis le 24 Octobre, l'inquiétude grandit sur son sort. Jeune coopérant français à l'Université Fort Hare dans le Bantoustan de Ciskei la police le maintient au cachot affirmant que Pierre André ALBERTINI a aidé des collègues enseignants militants de l'A.N.C.

En étant solidaire de ceux qui luttent contre le système de l'apartheid et pour la dignité et la liberté de tous les peuples, Pierre André ALBERTINI a agi pour des valeurs qui ont assuré le rayonnement de la France, notamment celles du respect intransigeant des droits de l'homme.

Nous exigeons des autorités de Prétoria qu'elles mettent fin au régime du secret et aux conditions inhumaines de son emprisonnement, qu'elles libèrent Pierre André ALBERTINI sans délai.

Nous demandons aux autorités françaises d'agir par tous les moyens pour qu'intervienne au plus tôt sa libération.

NOM	PRENOM	ADRESSE	SIGNATURE

CCP : P. Paulet 17 39091 PARIS

Revue de presse

LE FIGARO

Libération

L'Express

L'Humanité

Le Monde

LE MATIN

Le Matin 4/12/86

Une majorité de Français pour le retrait du projet Devaquet

Un sondage IPSOS-« le Matin »

Les parents ne manifestent pas aujourd'hui mais ils pourraient le faire. A regarder le sondage IPSOS-*le Matin*, ils sont de tout cœur aux côtés de leurs chères têtes blondes. Ainsi à la question : « *Souhaitez-vous ou non que le gouvernement retire le projet de loi Devaquet ?* » 69 % des parents de lycéens et d'étudiants se déclarent favorables au retrait alors que sur l'ensemble des personnes interrogées, l'abandon du texte n'est souhaité que par 61 % d'entre elles.

Le gouvernement a donc les parents contre lui. Pis, 48 % de ceux qui se sentent proches de la majorité se situent dans le camp des « abolitionnistes » du projet Devaquet, alors que 36 % d'entre eux souhaitent que le gouvernement maintienne le texte.

Ce résultat est riche d'enseignements. Il montre que la polémique autour de la réforme des universités échappe aux engagements partisans ou électoraux. D'une certaine manière, il met à mal les arguments de ceux qui, au sein de la majorité, ont tenté d'enfourcher le thème de la récupération politique du mouvement par l'opposition face à un texte qui se situerait, lui, dans le droit-fil de la plate-forme RPR-UDF.

Deuxième leçon : ce sondage réalisé quarante-huit heures après l'intervention de Jacques Chirac à *Questions à domicile*, montre que celle-ci n'a visiblement pas convaincu son public, puisqu'une personne sur deux dans le camp de ceux qui se sentent proches du premier ministre ne veut même pas entendre parler d'un texte amendé ou rédigé différemment. Face à eux, les sondés qui se sentent proches de la gauche sont quasi unanimes. 80 % souhaitent le retrait du texte.

Mesuré en termes de solidarité à l'égard des manifestants d'aujourd'hui, le texte du ministre aux Universités provoque les mêmes réactions de rejet, exprimées par des chiffres similaires. 62 % des personnes interrogées sont solidaires et 70 % des parents soutiennent leurs rejetons. A gauche, cette solidarité réalise le score record de 84 %. A droite, l'indice de solidarité tombe à 48 %, mais dépasse les réactions d'hostilité, qui n'atteignent que 45 %.

Nouvel enseignement, le mouvement plaît, ne choque pas, entraîne la sympathie. La manière bon enfant dont étudiants et lycéens mènent leur affaire n'y est sans doute pas pour rien, non plus probablement que le sérieux de leur discours.

Cette solidarité de l'opinion publique est on ne peut plus gênante pour le gouvernement, qui ne peut que composer avec les jeunes et se voit interdire une stratégie d'affrontement direct. Cette adhésion au mouvement contredit en outre les thèses sur une mauvaise interprétation du texte de la part des étudiants ou sur une contestation tous azimuts. Si on comprend les manifestants c'est qu'ils ont bien fait comprendre leur refus du projet Devaquet.

Ainsi, pour 73 % des personnes interrogées, les étudiants manifestent surtout contre le projet et non contre d'autres textes comme ceux sur la drogue, les immigrés ou le Code de nationalité.

Mais ce sondage mesure aussi la réalité. Celle d'un gouvernement confronté pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir à une crise qu'il doit surmonter. A la question : « *Pensez-vous ou non que le gouvernement va retirer le projet de loi Devaquet ?* », les réponses pessimistes, ou tout simplement réalistes, prévalent : 48 % des personnes interrogées, 53 % des parents, 43 % des sondés proches de la gauche et 58 % de ceux proches de la droite répondent non.

Douche froide pour les étudiants et les lycéens qui militent pour le retrait pur et simple. La majorité des Français sent les limites de l'épreuve de force. Sur ce point, le message de Jacques Chirac est passé dix sur dix. ***BERNARD PELLEGRIN***

1. Pour le retrait du projet

Souhaitez-vous, ou non, que le gouvernement retire le projet de loi Devaquet ?

	ENSEMBLE	Parents de lycéens ou d'étudiants	PROXIMITE POLITIQUE Gauche	Droite
Oui	61	69	80	48
Non	23	21	12	36
Ne se prononcent pas	16	10	8	16
	100	100	100	100

2. Solidaire des étudiants

Vous sentez-vous, ou non, solidaire des mouvements des étudiants et des lycéens contre le projet de loi Devaquet ?

	ENSEMBLE	Parents de lycéens ou d'étudiants	PROXIMITE POLITIQUE Gauche	Droite
Oui	62	70	84	48
Non	31	25	13	45
Ne se prononcent pas	7	5	3	7
	100	100	100	100

800 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population, âgée de 18 ans et plus, ont été interrogées le 2 décembre 1986, par téléphone.

3. Le gouvernement va-t-il retirer son projet ?

Pensez-vous, ou non, que le gouvernement va retirer le projet de loi Devaquet ?

	ENSEMBLE	Parents de lycéens ou d'étudiants	PROXIMITE POLITIQUE Gauche	Droite
Oui	28	30	33	23
Non	48	53	43	58
Ne se prononcent pas	24	17	24	19
	100	100	100	100

4. Les manifestations sont surtout dirigées contre Devaquet

Pensez-vous que les étudiants manifestent autant contre les récents projets du gouvernement (immigrés, drogue, code de nationalité) que contre le projet Devaquet, ou bien pensez-vous que les étudiants manifestent surtout contre le projet de loi Devaquet ?

	ENSEMBLE	Parents de lycéens ou d'étudiants	PROXIMITE POLITIQUE Gauche	Droite
Surtout contre le projet Devaquet	73	78	75	75
Autant contre les récents projets du gouvernement	18	16	20	17
Ne se prononcent pas	9	6	5	8
	100	100	100	100

Revolution 28/11 – 5/12/86

VAGUE TRANQUILLE SUR L'ASSEMBLÉE

L'IMPORTANTE MANIFESTATION DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS S'EST DÉROULÉE SANS INCIDENTS GRAVES

Perchés sur les feux rouges, les statues, les toits des abribus, ils sont là. Du Boul'Mich au Panthéon, du Luxembourg à Port-Royal, ils ont tout envahi. Lycéens et étudiants venus des quatre coins de la capitale (200 000 selon les organisateurs, 92 000 selon la police).

Nanterre, Jussieu, Orsay, Sorbonne, Censier... toutes les grandes facs parisiennes ont répondu à l'appel. Les universités de province, mobilisées dans leur propre ville, ont envoyé pour la plupart des délégations. La coordination lycéenne est loin d'être en reste. Tandis que les organisateurs hurlent à la sono les consignes du départ, ses troupes surexcitées lancent entre deux « youyous » les premiers slogans du cortège : « Devaquet t'es foutu, la jeunesse est dans la rue. »

14 h 30, les premiers rangs s'ébranlent. La CFDT qui tente de se joindre au défilé par une rue adjacente est accueillie par un concert de sifflets. La consigne est claire et sera respectée tout au long de la manifestation : pas de banderoles syndicales ou politiques au sein du cortège. A peine si l'on apercevra, ici ou là, quelques autocollants de la FEN, de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE du CNAL (Comité national d'action laïque) (« Qui c'est ceux-là ? », se demanderont deux étudiants en se voyant applaudir par Michel Bouchareissas et des militants), ou encore de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) « un peu perdue par hasard », selon son président Jean-Pierre Maille, en tête du cortège.

Pas de quoi émouvoir toutefois l'énorme marée juvénile qui envahit maintenant le boulevard Montparnasse. Dans le flot des banderoles plutôt classiques « Tous unis contre Devaquet », surnagent quelques calicots mariant l'impertinence « Monory passe ton bac d'abord », l'humour noir : « Pour des facs gratuites et inutiles », et le clin d'œil : « Un Vaquet, ça va ; Devaquet, bonjour les dégâts. » Les slogans, eux, se durcissent : « Devaquet démission » efface le gentillet « Devaquet au piquet » des premières « manifs ».

15 h. En tête du cortège, le service d'ordre (SO) qu'est venu saluer Harlem Désir, s'énerve un peu. Après l'incident de la veille, à Jussieu, on s'attend à une nouvelle provocation de l'extrême droite. Une centaine d'étudiants du GUD (Groupe union défense) casqués et armés de battes de base-ball, a été aperçue, près de la faculté d'Assas, toute proche. La police, qui restera très discrète tout au long de la manifestation, tente de protéger les abords. Mais le service d'ordre, très organisé, est prêt à la réplique. Hervé écarte son blouson et laisse voir avec un clin d'œil une impressionnante barre de fer, tandis que Manu, qui arbore à la ceinture une trousse d'infirmerie, commente : « On se défendra d'abord, on soignera ensuite. »

Après plusieurs alertes, l'échauffourée finira par éclater. Le SO, qui a réussi à contenir l'incident dans les rues adjacentes, a un blessé léger. La manifestation est passée, tranquille.

16 h : sit-in aux Invalides. Le soleil du début d'après-midi laisse place à une froidure hivernale. Les CRS, qui ont bloqué les ponts et les accès de la place, se font déborder devant le Palais Bourbon, surpris par un groupe de manifestants arrivé dans leur dos. « Rendez-vous, vous êtes cernés », hurle la foule bon enfant avant de venir se masser devant les grilles. Quatre délégations sont reçues par les groupes parlementaires communiste, socialiste, RPR et UDF tandis que dehors les étudiants piétinent, s'impatientent, inquiets devant les rumeurs de report au lendemain de la discussion du projet dans l'hémicycle.

L'apparition de Jean-Marie Le Pen, venu saluer les manifestants d'un « V » de la victoire jugé provocateur, entraîne un regain de tension. Poussées vers les grilles, jets de pierres, d'œufs, de tomates sur les CRS. Un jeune énervé menace de lancer une bouteille de verre et est ceinturé par les étudiants. Les députés socialistes, sortis « pour calmer le jeu », restent devant les grilles. Les organisateurs ne veulent d'incident à aucun prix et demandent un nouveau sit-in.

Derniers cris, dernier slogans, l'enthousiasme des manifestants s'estompe avec l'arrivée de la nuit. Un mannequin représentant Alain Devaquet s'enflamme.

Dans la foule, un superbe cercueil « à notre avenir » est incendié à son tour. La manifestation jette ses derniers feux. Quelques irréductibles décidés à « y passer la nuit » finiront par se disperser vers 21 h. Cédric, 15 ans, roule soigneusement sa banderole, trophée de sa première « manif » et confie avec un sourire mystérieux : « Ça peut toujours servir »...

Sabine GIGNOUX

■ *14 h 30, rue Soufflot, le cortège s'ébranle.*

- LA CROIX l'Événement – *SAMEDI 29 NOVEMBRE 1986*

ENSEIGNEMENT/MANIFESTATIONS

Le fond fait surface

René Giloux

L'émergence des problèmes de l'école dans la vie politique prend nombre de commentateurs au dépourvu. Certains y voient une « divine surprise », d'autres la résurgence de slogans archaïques. La réalité ne se laisse pas enfermer dans de tels schémas.

Le rassemblement à Paris de quelque 300.000 manifestants, un mouvement étudiants qui de proche en proche s'étend d'une université à l'autre, qui gagne les lycées, ne peuvent être le fait d'un chef d'orchestre, aussi habile soit-il. Il y a sur le terrain une insatisfaction, un mécontentement profond. Il n'est pas né le 16 mars avec le retour de la droite. Le Parti socialiste précédemment au pouvoir n'avait pas avancé sur le règlement de fond des problèmes posés à l'enseignement ; au contraire, il avait amorcé une dérive libérale, illustrée notamment par son approbation à la donnée essentielle du rapport du Collège de France : la mise en concurrence des établissements scolaires. Ainsi était-il démontré que le dualisme scolaire, institutionnalisé par décision présidentielle, n'était pas un simple accident de parcours.

Révélateurs

Ce mécontentement latent ne demandait qu'à s'exprimer, et les mouvements sociaux de septembre et d'octobre qui n'étaient pas nécessairement liés à l'école ont, peu à peu, servi de révélateurs. Au plan syndical, la CGT, l'UNEF, Unité et Action dans la FEN n'ont pas adopté de stratégie du renoncement. Au plan politique, le PCF, avec ses élus dans les diverses assemblées et aussi avec des initiatives au plus près des gens, a souligné, martelé pourrait-on dire, les conséquences profondément négatives des orientations d'une droite qui espérait profiter de l'occasion pour revenir, d'une façon moderne s'entend, sur tous les acquis démocratiques en matière de formation.

Sans pouvoir multiplier les exemples, il faut rappeler que l'UNEF a commencé ses premières actions contre la loi Devaquet en juin dernier et qu'elle a conduit des grèves étudiantes en octobre dès la rentrée universitaire, qu'elle s'est encore manifestée fin octobre avec trois journées nationales pour le budget de l'enseignement supérieur.

Les graines qu'elle a semées ont levé. L'UNEF-ID, dirigée par des membres du PS et dans laquelle s'affrontent différents groupes plus ou moins trotskistes, a su prendre le relais, et avec l'aide des médias tirer la couverture à elle. Question : les militants de l'UNEF ont-ils donc été roulés par l'UNEF-ID ? Question trop simpliste pour coller à une réalité complexe. Car, en effet, ne voit-on pas, reprises en assemblée générale par l'ensemble des étudiants, les propositions de l'UNEF, quand celle-ci « arrive » à les présenter ? « Arrive », en effet, parce que, bien souvent, au nom de l'indépendance et de l'apolitisme, des militants « indépendants et démocratiques » s'efforcent de mettre le bâillon à ceux qui ont des idées. Encore que ce ne soit pas si facile, car rien n'empêche le bouche à oreille, et les propositions, lorsqu'elles correspondent aux aspirations profondes, ont en elles-mêmes leur impact.

Ainsi donc... un mouvement étudiant tout neuf est en train de se construire. L'UNEF, elle, entend faire qu'il n'en reste pas là, déclare Pierre Villard, un de ses responsables : il y a des revendications à faire prendre en compte dès maintenant : accueillir tous les bacheliers qui n'ont pas trouvé de place en fac, obtenir des créations de postes, garantir la Sécurité sociale étudiante, rétablir les dédoublements. Il s'agit de dépasser le ras-le-bol d'à présent pour aboutir à des résultats concrets, et pour remettre en cause toute la nocivité du système sélectif d'hier et d'aujourd'hui. Ce n'est certes pas une mince affaire, mais où les idées avancent-elles mieux que dans les luttes ?

Une question au président de l'UNCAL

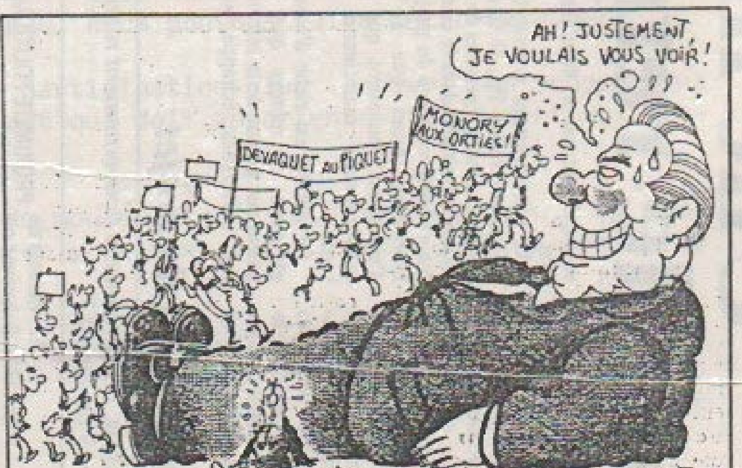
TACHE D'HUILE

STEPHANE GATIGNON a dix-sept ans. Il est lycéen à Argenteuil, à Romain-Rolland. Il est aussi président de l'UNCAL (Union nationale des comités d'action lycéens). Nous l'avons interrogé sur la signification des mouvements en cours. « Près de cinquante lycées de la région parisienne sont en grève. Avec une majorité de jeunes dans l'action. Les lycéens protestent contre les suppressions de sections et de matières, contre la diminution des heures de cours. Ils ... [illegible] ... l'égard de cette disposition du projet Devaquet qui ne permettrait plus aux bacheliers d'accéder automatiquement à l'université. »

« Le mouvement actuel est important : 7.000 lycéens ont manifesté à Amiens à l'initiative des CAL ; 700 élèves du Mans en ont fait de même hier. Dans toute la France, cent cinquante comités d'action lycéens ont été formés et leur activité est coordonnée dans l'UNCAL qui a vocation à être le lieu de développement des luttes. »

« Les lycéens ont, en effet, besoin d'une organisation autonome et indépendante pour agir contre le projet Devaquet. L'UNCAL les appelle à se rassembler en ... [illegible] ... la Sorbonne. Ce que nous voulons ? La gratuité réelle de l'enseignement, l'obtention de bourses plus élevées pour le plus grand nombre, une réforme complète des contenus de l'enseignement. »

- L'HUMANITÉ/MERCREDI 26 NOVEMBRE 1986



Même les littéraires tirent leur épingle du jeu

Une opinion commune, sur laquelle s'appuient les partisans de la sélection à l'entrée de l'Université, veut que celle-ci « forme des chômeurs ». Il s'agit d'un mythe.

L'horrible image d'Epinal du licencié ès lettres obligé de vendre sa bibliothèque pour s'acheter un bleu de travail et une trousse à outil avant de zigzaguer entre une chaîne de montage et un bureau de l'ANPE ne correspond en rien aux faits.

Les enquêteurs du CEREQ (Centre d'étude et de recherche sur l'enseignement et les qualifications) le prouvent : le diplôme reste la meilleure garantie de trouver un emploi. Alors que le taux de chômage des étudiants arrivant sur le marché du travail est de 15 % pour les diplômés des formations supérieures longues (11 % pour les femmes et 19 % pour les hommes) et de 10 % pour les formations supérieures courtes (IUT et Sections de techniciens supérieurs), il grimpe à 34 % pour les bacheliers et atteint 47 % pour les jeunes sortant de l'appareil éducatif sans diplômes.

Certes, ce chômage des diplômés, pour limité qu'il soit, n'est pas anodin. Mais nous sommes loin des visions d'apocalypse que d'aucuns propagent.

De même, la dévalorisation des diplômes est toute relative puisque, toujours selon le CEREQ, 90 % des titulaires d'une licence deviennent cadres du privé ou de la fonction publique, moins de 4 % des licenciés de sexe masculin devenant ouvriers.

L'Université a produit en 1983, 76 900 diplômés de l'enseignement supérieur court et 90 600 diplômés de deuxième et troisième cycle, ce qui, au total, correspond à 21,3 % des 791 900 jeunes sortis du système éducatif.

Ces diplômes sont de valeur différente sur le marché de l'emploi. Mais il est remarquable que même les étudiants des disciplines littéraires (qui fournissent toujours les gros bataillons de diplômés, soit près de 20 000 licenciés en 1983) tirent leur épingle du jeu.

Le tarissement du recrutement d'enseignants — débouché naturel des littéraires dans les années cinquante-soixante — a entraîné une reconversion objective de ces diplômés qui, désormais, fournissent les cadres de l'ensemble de la fonction publique.

Preuve, s'il en est besoin, que la formation universitaire la plus classique comporte des éléments transférables.

Elle vaut même peut-être mieux que les formations trop pointues, qui, adaptées aux besoins immédiats de l'économie, peuvent se révéler aléatoires à plus long terme dans la mesure où existent de forts risques de retournement de la demande de qualifications sur un marché de l'emploi rendu mobile par l'évolution des qualifications autant que par les changements dans la division internationale du travail.

Est-ce pour autant une raison de « professionnaliser » les diplômes ? Le débat est complexe. Certes les filières professionnelles, qu'elles soient courtes (IUT) ou longues (grandes écoles), sont performantes lors de la recherche du premier emploi.

Mais l'économie a aussi besoin de généralistes et les universitaires s'accordent généralement pour dire que la régulation des flux d'étudiants par la demande du marché de l'emploi est impossible. Sans compter que les finalités de la formation et de la production ne se recouvrent pas.

Dire de l'Université qu'elle « produit des chômeurs » est quelque peu démagogique. Par contre, et c'est son principal dysfonctionnement, elle procède par un écrémage qui laisse sur la touche un nombre impressionnant d'étudiants.

A un moment où l'Université de masse est nécessaire compte tenu de l'élévation des qualifications et de la demande de cadres, cette déperdition est naturellement insupportable. Mais le remède de cheval d'une sélection à l'entrée des facs ne risque guère de résoudre le mal.

MARC COUTTY

(le Matin
samedi 13-12-86).

(l'humanité
samedi 13-12-86)

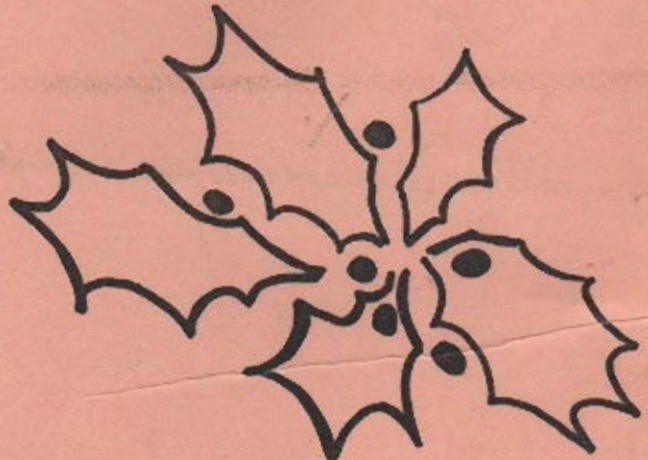
L'UNEF : POUR UNE UNIVERSITE MODERNE

Après la victoire des étudiants et l'abandon du projet Devaquet, l'UNEF déclare :

« Aujourd'hui nous avons gagné et rien ne sera comme avant. La coordination nationale vient de se dissoudre en prenant des décisions qui reprennent les perspectives que les étudiants veulent donner à leur mouvement.

Demain vont se tenir les assises de cinq universités* dans la préparation desquelles chacun se trouve dès à présent engagé et qui déboucheront sur les états généraux de l'enseignement supérieur conçus sur la base revendicative minimale reprenant les dix points de la motion adoptée par la coordination du samedi 6 décembre. Ces assises serviront à l'élaboration d'un projet pour une autre université qui prenne en compte nos aspirations. Chaque UV, chaque UER peut devenir une commission de réflexion, au lieu de lutte et d'action pour faire aboutir nos revendications.

L'UNEF, comme hier, aujourd'hui et demain, sera avec les étudiants pour animer la construction de ce grand projet. Maintenant, tous ensemble, construisons une université juste, libre, ouverte, de qualité répondant à nos espoirs et aux enjeux du pays. »

*: le communiqué original disait "dans chaque université".

Bonnes Vacances et Joyeux Noël